

Accusé de réception en préfecture  
049-244900361-20150625-2015-  
070DCANNEX-AU  
Date de télétransmission : 03/07/2015  
Date de réception préfecture : 03/07/2015



Le Président

## RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT



**ANNEE 2014**



**Annexé à la délibération du Conseil communautaire  
n°2015/070 DC du 25/06/2015**

**Téléchargeable sur [www.agglo-saumur.fr](http://www.agglo-saumur.fr)**

## TABLE DES MATIERES

<b>1. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ET DES SERVICES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT ....</b>	<b>5</b>
1.1. STATUTS ET COMPETENCES .....	5
1.2. COMPOSITION DE SAUMUR AGGLO .....	5
1.3. ORGANISATION DES SERVICES .....	6
<b>1.3.1. Eau Potable</b> .....	6
<b>1.3.2. Assainissement collectif</b> .....	8
<b>1.3.3. Assainissement non collectif</b> .....	9
1.4. LES EQUIPEMENTS PRESENTS SUR LE TERRITOIRE .....	9
<b>1.4.1. Eau potable</b> .....	9
1.5. LES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'ANNEE .....	11
<b>1.5.1. Eau potable</b> .....	11
<b>1.5.2. Assainissement collectif</b> .....	12
1.6. LES EFFECTIFS .....	13
<b>2. INDICATEURS TECHNIQUES</b> .....	<b>14</b>
2.1. EAU POTABLE .....	14
<b>2.1.1. Patrimoine</b> .....	14
<b>2.1.2. Nombre d'abonnés et population desservie</b> .....	14
<b>2.1.3. Volume produit</b> .....	14
<b>2.1.4. Volumes importés / exportés</b> .....	15
<b>2.1.5. Volumes mis en distribution</b> .....	17
<b>2.1.6. Volumes consommés</b> .....	17
<b>2.1.7. Rendement des réseaux</b> .....	18
<b>2.1.8. Qualité de l'eau</b> .....	19
<b>2.1.9. Les indicateurs de performance</b> .....	20
2.2. ASSAINISSEMENT .....	22
<b>2.2.1. Assainissement collectif</b> .....	22
<b>2.2.1.1. Patrimoine</b> .....	22
<b>2.2.1.2. Nombre d'abonnés</b> .....	22
<b>2.2.1.3. Volume collecté</b> .....	23
<b>2.2.1.4. Qualité du traitement des eaux usées</b> .....	23
<b>2.2.1.5. Information sur les stations de traitement des eaux usées</b> .....	24
<b>2.2.1.6. Les indicateurs de performance</b> .....	30
<b>2.2.2. Assainissement non collectif</b> .....	31
<b>2.2.2.1. Les Missions du SPANC</b> .....	31
<b>2.2.2.2. Estimation de la population desservie</b> .....	32
<b>2.2.2.3. Organisation du service</b> .....	32
<b>2.2.2.4. Moyens du service</b> .....	32
<b>2.2.2.6. Récapitulatif de l'activité contrôle</b> .....	33
<b>2.2.2.7. Repriorisation des installations classées en priorité 1</b> .....	34
<b>2.2.2.8. Résultats des contrôles après repriorisation (situation au 26 mars 2015)</b> .....	35
<b>2.2.2.8. Bilan</b> .....	35
<b>3. INDICATEURS FINANCIERS</b> .....	<b>37</b>
3.1. RECETTES D'EXPLOITATION DE LA COLLECTIVITE ET DU FERMIER .....	37
<b>3.1.1. Eau potable</b> .....	37
<b>3.1.2. Assainissement collectif</b> .....	37
<b>3.1.3. Eau potable et Assainissement collectif</b> .....	38

<b>3.1.4. Assainissement Non Collectif .....</b>	<b>39</b>
3.2. LE PRIX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	39
<b>3.2.1. Eau potable .....</b>	<b>39</b>
<b>3.2.2. Assainissement collectif .....</b>	<b>40</b>
<b>3.2.3. Eau potable et Assainissement collectif .....</b>	<b>41</b>
3.3. ETAT DE LA DETTE .....	44
<b>3.3.1. Eau potable .....</b>	<b>44</b>
<b>3.3.2. Assainissement collectif .....</b>	<b>44</b>
3.4. AMORTISSEMENTS .....	44

## INTRODUCTION

---

L'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, application de la Loi Barnier, n°95-101 en date du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, met l'accent sur la transparence et l'information des usagers. Dans cet objectif, la loi précise que chaque Président d'Etablissement Public de Coopération Intercommunale doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement et le mettre à disposition du public. Le contenu minimal de ce rapport est contenu dans le décret n°95-635 du 6 mai 1995. Le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 et l'arrêté du 2 mai 2007 viennent apporter des précisions sur les indicateurs de performance à utiliser.

Ce présent rapport est donc destiné à présenter une vue globale du fonctionnement des services d'eau potable et d'assainissement et à en expliquer les résultats techniques et financiers.

Compte tenu des modalités d'exploitation des services de SAUMUR Agglo créé au 1<sup>er</sup> Janvier 2001, le rapport annuel des services de l'eau et de l'assainissement est constitué :

- A partir des données collectées par la Direction des Services Techniques de la Communauté d'Agglomération, dans le cadre de sa mission de contrôle et de coordination des services de l'eau et de l'assainissement, tant sur les parties du territoire gérées en délégation de service que sur les parties en régie ;

- A partir de l'analyse des comptes rendus techniques et financiers transmis par le délégataire SAUR, conformément aux obligations de la loi Sapin (29 janvier 1993) et de la loi Mazeaud (08 février 1995) sur la partie du territoire en gestion privée, ainsi que des comptes d'affermage.

Les principaux éléments sur le prix et la qualité des services de l'eau et de l'assainissement de l'exercice 2014 sont ainsi résumés ci-après sous forme synthétique. Pour plus de détails, il est précisé que l'ensemble des comptes rendus et documents de base ayant servi à la rédaction du rapport annuel 2014 peut être consulté à la Direction des Services Techniques de SAUMUR Agglo.

# 1. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ET DES SERVICES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

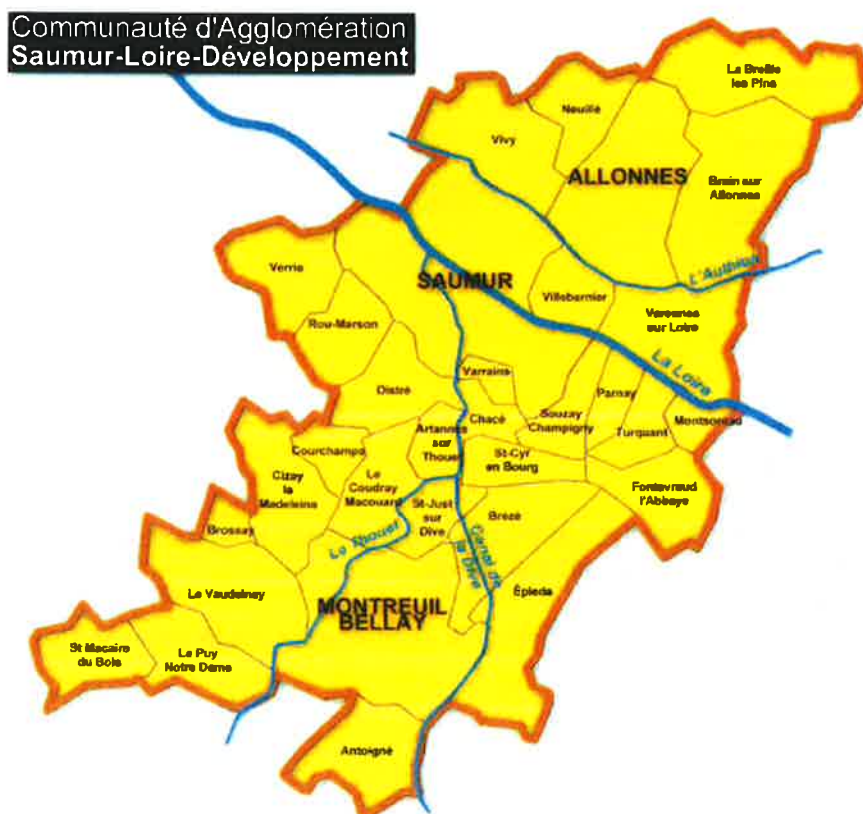
## 1.1. STATUTS ET COMPETENCES

La Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement (SAUMUR Agglo) a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2001. C'est un E.P.C.I. (Etablissement Public de Coopération Intercommunale). Ses statuts et compétences sont définis dans l'arrêté préfectoral D3-200 n°628.

La Communauté d'Agglomération est donc compétente pour l'eau potable, l'assainissement collectif (collecte et traitement) et l'assainissement non collectif.

## 1.2. COMPOSITION DE SAUMUR AGGLO

Regroupant 32 communes, la Communauté d'Agglomération s'étend sur une superficie totale de 56 500 hectares, et compte 62 157 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2014 autour d'une ville centre, SAUMUR (27 093 habitants). Hormis cette ville centre, SAUMUR Agglo est un territoire rural.

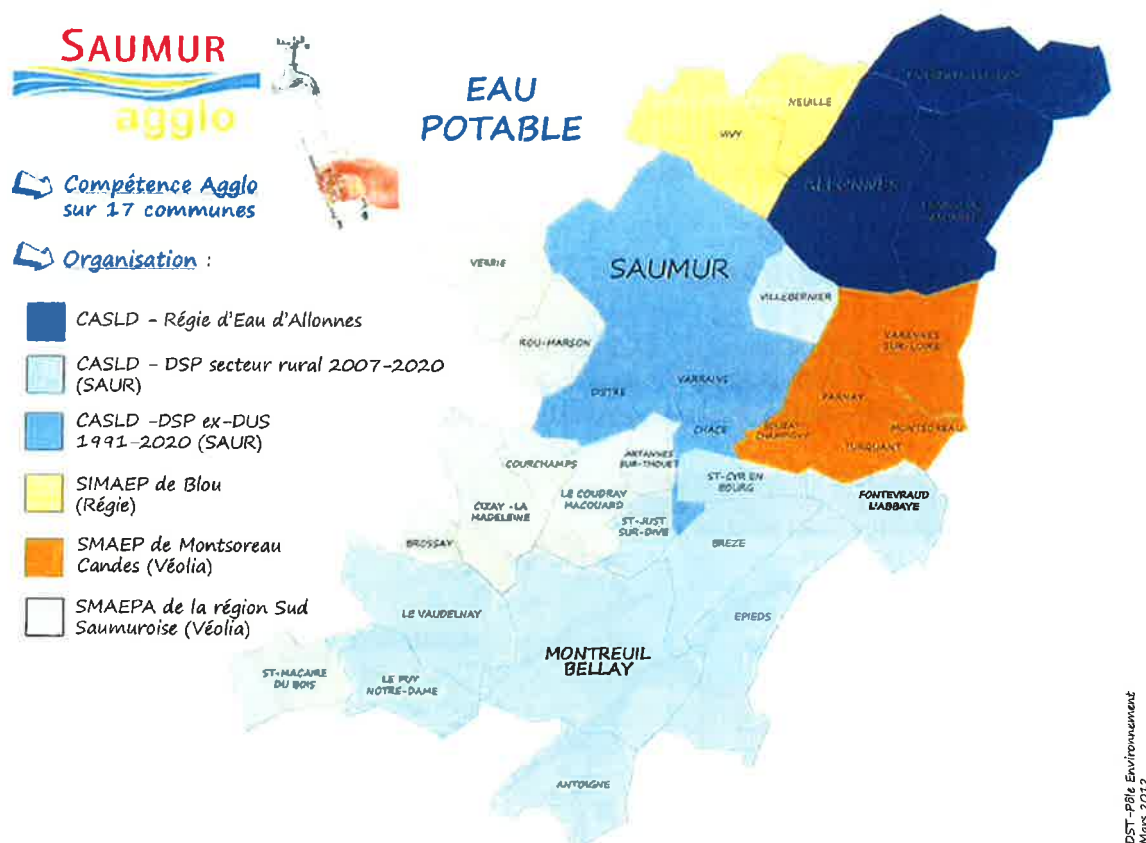


CASLD / SIG / JUILLET 2010

### 1.3. ORGANISATION DES SERVICES

Les services d'eau potable et d'assainissement ont une configuration liée aux anciennes structures chargées de leur mise en œuvre. Est présentée ici l'organisation des services au 31 décembre 2014.

#### 1.3.1. Eau Potable



#### SMAEPA Sud Saumuroise

- Communes concernées (8) : Artannes sur Thouet, Brossay, Cizay la Madeleine, Le Coudray Macouard, Courchamps, Rou-Marson, Saint Macaire du Bois, Verrie.
- Nombre d'habitants : 4 227 hab
- Type de gestion : représentation substitution de la Communauté d'Agglomération au sein du syndicat (Délégation de service public)
- Nom du délégataire : Véolia
- Echéance du contrat : 31/12/2020

#### SIMAEP Blou

- Communes concernées (2) : Vivy, Neuillé
- Nombre d'habitants : 3 425 hab
- Type de gestion : représentation substitution de la Communauté d'Agglomération au sein du syndicat (Régie directe)

### **SMAEP Montsoreau Candes Saint Martin**

- Communes concernées (5) : Montsoreau, Parnay, Souzay Champigny, Turquant, Varennes sur Loire
- Nombre d'habitants : 4 188 hab
- Type de gestion : représentation substitution de la Communauté d'Agglomération au sein du syndicat (Délégation de service public)
- Nom du délégataire : Véolia
- Echéance du contrat : 31/12/2020

### **Régie d'Eau d'Allonnes**

- Communes concernées (3) : Allonnes, Brain sur Allonnes, La Breille les Pins
- Nombre d'habitants : 5 597 hab
- Type de gestion : régie directe

### **SAUR – DSP Secteur rural**

- Communes concernées (10) : Antoigné, Brézé, Epieds, Fontevraud l'abbaye, Montreuil Bellay, Le Puy Notre Dame, Saint Cyr en Bourg, Saint Just sur Dive, le Vaudelnay, Villebernier
- Nombre d'habitants : 13 377 hab
- Type de gestion : délégation de service public – contrat d'affermage
- Nom du délégataire : SAUR
- Dates de contrat : 2007-2020
- Mission du délégataire :
  - o Entretien et exploitation des ouvrages de SAUMUR Agglo
  - o Renouvellement de certains équipements
  - o Gestion des abonnés

### **SAUR – DSP ex-DUS (District Urbain de Saumur)**

- Communes concernées (4) : Chacé, Distré, Varrains, Ville de Saumur
- Nombre d'habitants : 31 342 hab
- Type de gestion : délégation de service public – contrat d'affermage
- Nom du délégataire : SAUR
- Dates de contrat : 1991-2020
- Mission du délégataire :
  - o Entretien et exploitation des ouvrages de SAUMUR Agglo
  - o Renouvellement de certains équipements
  - o Gestion des abonnés




### 1.3.2. Assainissement collectif



#### ASSAINISSEMENT COLLECTIF



##### Organisation :

-  CASLD – DSP secteur rural 2007-2020 (SAUR)
-  CASLD –DSP ex-DUS 1991-2020 (SAUR)
-  Communes sans assainissement collectif



DST-P86 Environnement  
Mars 2012

#### SAUR – DSP Secteur rural

- Communes concernées (26) :

Allonnes, Antoigné, Artannes sur Thouet, Brain-sur-Allonnes, La Breille les Pins, Brézé, Brossay, Le Coudray-Macouard, Courchamps, Epieds, Fontevraud-l'Abbaye, Montreuil-Bellay, Montsoreau, Neuillé, Parnay, Le Puy Notre-Dame, Rou Marson, Saint-Cyr-en-Bourg, Saint-Just-Sur-Dive, Saint-Macaire-du-Bois, Souzay-Champigny, Turquant, Varennes-sur-Loire, Le Vaudelnay, Villebernier, Vivy

- Nombre d'habitants : 29 865 hab (la totalité n'est cependant pas raccordée au réseau d'assainissement collectif)

- Type de gestion : délégation de service public – contrat d'affermage

- Nom du délégataire : SAUR

- Dates de contrat : 2007-2020

- Mission du délégataire :

- Entretien et exploitation des ouvrages de SAUMUR Agglo
- Renouvellement de certains équipements
- Gestion des abonnés

#### SAUR – DSP ex-DUS

- Communes concernées (4) : Chacé, Distré, Varrains, Ville de Saumur

- Nombre d'habitants : 31 342 hab (la totalité n'est cependant pas raccordée au réseau d'assainissement collectif)

- Type de gestion : délégation de service public – contrat d'affermage
- Nom du délégataire : SAUR
- Dates de contrat : 1991-2020
- Mission du délégataire :
  - o Entretien et exploitation des ouvrages de SAUMUR Agglo
  - o Renouvellement de certains équipements
  - o Gestion des abonnés
  - o Gestion du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la compétence EP

Les communes de Cizay la madeleine et Verrie ne disposent d'aucun assainissement collectif.

### 1.3.3. Assainissement non collectif



- Communes concernées (32) : L'ensemble des communes du territoire possède des assainissements non collectifs, cependant, les communes de Cizay-La-Madeleine et Verrie sont concernées pour leur totalité. Il n'est pas prévu de mise en place d'assainissement collectif sur ces deux communes.
- Nombre d'habitants des deux communes exclusivement en assainissement non collectif : 934 hab
- Nombre d'installations sur le territoire communautaire : 6 153

## 1.4. LES EQUIPEMENTS PRESENTS SUR LE TERRITOIRE

La Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement gère de nombreux équipements permettant la production d'eau potable et l'épuration des eaux usées.

### 1.4.1. Eau potable

5 unités de captage d'eau existent sur le territoire :

- Le Petit Puy à Saumur, champ captant qui alimente les communes de Saumur et ses communes associées, Brézé, Saint Cyr en Bourg, Saint Just sur Dive, Chacé, Epieds en partie, Varrains et Villebernier.
- La Fontaine Bourreau à Montreuil Bellay, forage qui alimente les communes de Montreuil Bellay, Antoigné, Epieds en partie, Le Puy Notre Dame et Vaudelnay.
- La Source de la Madeleine à Fontevraud l'Abbaye, source qui alimente la commune de Fontevraud.
- Les forages des Fontaines, à Allonnes et le forage de la lande de l'Etang à La Breille les Pins, qui alimentent les communes d'Allonnes, la Breille les Pins et Brain sur Allonnes.

Les équipements d'adduction d'eau potable représentent ainsi 17 ouvrages d'exhaure (puits et forages) et 713 km de réseau.



Captage	Petit Puy	Fontaine Bourreau	La Madeleine	Forage de l'étang	La Fontaine
Commune d'implantation	Saumur	Montreuil Bellay	Fontevraud d'Abbaye	La Breille les Pins	Allonnes
Nature	Puits / Forages (11 ouvrages)	Puits	Source	Forage	Puits / forages (3 ouvrages)
Date de l'arrêté préfectoral	29 décembre 2008	28 décembre 2009	7 octobre 2009	24 avril 2007	Procédure en cours
Débit autorisé	Un débit horaire et annuel est autorisé pour chaque ouvrage	200 m <sup>3</sup> /h 695 000 m <sup>3</sup> /an	50 m <sup>3</sup> /h 100 000 m <sup>3</sup> /an	50 m <sup>3</sup> /h 365 000 m <sup>3</sup> /an	1 800 m <sup>3</sup> /j 340 000 m <sup>3</sup> /an
Volume prélevé	3 017 040 m <sup>3</sup>	610 315 m <sup>3</sup>	81 682 m <sup>3</sup>	331 530 m <sup>3</sup>	
Type de traitement	CAG*, ozonation, filtration, désinfection au bioxyde de chlore	CAG* Désinfection par Chlore gazeux	CAG* Désinfection à l'hypochlorite de sodium	Désinfection	Désinfection
PPI	10 ha 75 a (12 parcelles)	2 257 m <sup>2</sup> (3 parcelles)	2 000 m <sup>2</sup> (2 parcelles)	547 m <sup>2</sup> (1 parcelles)	1 ha
PPR	15 ha 35 a	Zone sensible : 76 ha 80 a Zone complémentaire : 35 ha	Zone sensible : 15 ha 20 a Zone complémentaire : 54 ha 45 a	243 ha 80 a	143 ha 28 a

\*Charbon actif en grain

Les périmètres de protection sont une obligation réglementaire, le premier texte les instituant date de 1964 et les textes suivants ont réaffirmé la nécessité de leur mise en place. Ils sont définis par un hydrogéologue agréé désigné par l'Agence Régionale de Santé. Ils font ensuite l'objet d'une enquête publique et d'un arrêté préfectoral qui les rend opposables aux tiers.

Les périmètres sont au nombre de 3 et ont pour fonction de protéger la ressource :

- Périmètre de protection immédiat (PPI) : il est restreint et localisé autour du point de prélèvement. Il doit être clôturé et acquis en pleine propriété par la collectivité maître d'ouvrage. Toutes les activités, autres que celles nécessaires à l'exploitation, sont interdites.
- Périmètre de protection rapproché (PPR) : des contraintes supérieures à la réglementation en vigueur peuvent y être prescrites (pouvant, le cas échéant, justifier le versement d'indemnités). La nature de ces contraintes et la superficie de ce périmètre sont variables en fonction de la vulnérabilité de la ressource (nature des sols, couvert végétal, activité anthropique, etc...).
- Périmètre de protection éloigné (PPE) : il est facultatif et correspond généralement à la zone d'alimentation de la ressource. Aucune interdiction ne peut être formulée mais la réglementation en vigueur doit être strictement respectée et des préconisations spécifiques peuvent être fixées.



### 1.4.2. Assainissement collectif

27 stations de traitement des eaux usées :

- 10 stations d'épuration à boues activées, pour les communes d'Allonnes, Chacé, Fontevraud l'Abbaye, Le Coudray Macouard, Montreuil Bellay (Durandière et Presles), Parnay, Saumur, Varennes sur Loire et Villebernier.
- 3 lagunes aérées pour les communes de Brézé, Le Vaudelnay et Vivy.
- 4 lagunes naturelles pour les communes de La Breille les Pins, Le Puy Notre Dame, Neuillé et Saint Macaire du Bois.
- 3 filtrations sur sable pour les communes de Brain Sur Allonnes et Rou Marson (Rou et Riou),.
- 6 filtres plantés de roseaux pour les communes du Antoigné, Artannes sur Thouet, Le Coudray Macouard (Bron), Courchamps, Epieds et St Just sur Dive.
- 1 disque biologique pour la commune de Brossay.

Les équipements de collecte des eaux usées représentent 127 postes de relèvement et 403 km de réseaux (cf. annexe 5).

## 1.5. LES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'ANNEE

### 1.5.1. Eau potable

En 2014, SAUMUR Agglo a dépensé **6 327 140 € HT** (contre 3 311 882 € HT en 2013).



Les principales dépenses concernent les opérations suivantes :

- Saumur - Usine d'eau du Perreau (MOE et travaux 5241 K€, représentant à elle seule 83% des dépenses 2014),
- Montreuil-Bellay - Remplacement canalisation de refoulement Fontaine Bourreau (travaux 335 K€)
- Brézé - Renouvellement des réseaux rues Ripaille et Grand Fond (travaux 157 K€)
- Brain sur Allonnes - Renouvellement réseau rue Fontaine St Maurille et rue des Fleurs (maîtrise d'oeuvre + travaux 88 K€)
- Saumur - Remplacement réseau Pont Fouchard (86 K€)
- Extensions et modifications diverses de réseaux (marché à bons de commande 86 K€)
- Interconnexions Montreuil-Brézé et Fontevraud-Montsoreau (travaux 69 K€)
- exDUS - Renouvellement des branchements plomb (SAUR 50 K€)
- Saumur - Renouvellement des réseaux Hauts Quartiers (travaux 50 K€)
- St Hilaire St Florent - impasse Plaisance (travaux 37 K€)
- Alimentation des écarts ruraux de St Lambert des Levées (34 K€)

Il convient de noter que 365 K€ de dépenses engagées en 2014 ont été reportées sur l'exercice 2015. Cela concerne principalement les opérations suivantes :

- Remplacement de la canalisation de refoulement de la Fontaine Bourreau, à Montreuil-Bellay (67 K€)
- CASLD - Extensions et modifications diverses de réseaux (51 K€)
- St Hilaire St Florent - impasse Plaisance (50 K€)
- Fontevraud - renouvellement réseau rue d'Arbrissel (43 K€)
- Saumur - Remplacement réseau Pont Fouchard (35 K€).

Le tableau figurant en **annexe 1** détaille les dépenses d'investissement réalisées par commune.

Les principaux projets inscrits au budget 2015 sont :

- les travaux de la future usine d'eau potable du Perreau (représentant 59% des dépenses budgétées),
- les divers travaux de renouvellement de réseaux (24% du budget),
- la réparation du génie civil du château d'eau de la Herse à Montreuil-Bellay,
- les travaux des interconnexions entre Fontevraud et Montsoreau.

### 1.5.2. Assainissement collectif

En 2014, SAUMUR Agglo a dépensé **4 325 183 € HT** (contre 3 870 224 € HT en 2013).



Les principales dépenses mandatées concernent :

- La création du réseau EU du hameau de Champigny (1296 K€),
- Vivy Travaux de réhabilitation du réseau rue Nationale (640 K€),
- STEP de la Côte (travaux 560 K€),
- Montreuil-Bellay Transfert de Méron vers Presles (404K€),
- Reconstruction de la STEP de Fontevraud (327 K€),
- Brain - Reprise réseaux dans diverses rues (Fontaine St Maurille...289 K€),
- Extensions et modifications diverses de réseaux (marché à bons de commande 209K€),

Près de 2,2 M€ de dépenses engagées en 2014 ont été reportés sur 2015, constituées pour plus de 80% des 5 opérations suivantes :

- Reconstruction de la STEP de Fontevraud (1152 K€, soit plus de la moitié des reports),
- Montreuil-Bellay Réseau et PR rue de Boelle (224 K€),
- Chacé Remplacement réseaux diverses rues (Chaintrée... 161 K€),
- Reprise du PR de la STEP de Chacé (151 K€),
- Turquant – Travaux de raccordement du hameau de la Vignole (110 K€).

Le tableau figurant en **annexe 2** détaille les dépenses d'investissement réalisées par commune.

Les principaux projets inscrits au Budget 2015 sont :

- Les travaux de reconstruction de la STEP de Fontevraud l'Abbaye (22% du budget),
- Extension des réseaux du bourg du Vaudelnay,
- Création du réseau EU du hameau de Champigny,
- Création STEP et réseaux du hameau de Coulon (Antoigné),
- Création des réseaux secteur des Perdriellies (Fontevraud-l'Abbaye),
- Travaux de traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S) des postes de relèvement de 7 communes (Brézé, Chacé, Neuillé, Rou-Marson, St Cyr en Bourg, Varrains et Vivy),
- Renouvellement du réseau rue de la Boëlle à Montreuil-Bellay.

Concernant les **eaux pluviales**, le montant des investissements réalisés en 2014 par la Communauté d'agglomération s'élève à **44 875 € HT** (contre 107 339 € HT en 2013), majoritairement constitués du remplacement des réseaux d'eaux pluviales de diverses rues de Saumur (Jehan Alain, Clos Coutard, Georges Cormier et Delessert).



Le tableau figurant en **annexe 3** détaille les dépenses d'investissement réalisées par commune.

## **1.6. LES EFFECTIFS**

Le Pôle Environnement, services relatifs à l'eau et l'assainissement, au sein de la Direction des Services

Techniques regroupe 13 agents en gestion directe :

Soit :

- 11 agents basés à Saumur (fonctions administratives, d'ingénierie et de suivi des délégations de service et de la régie)
- 2 agents techniques affectés à la Régie d'eau potable

De plus, 3 agents fonctionnaires territoriaux sont détachés auprès de la société SAUR dans le cadre du contrat d'affermage eau et assainissement de l'ex-District Urbain de Saumur (Chacé, Distré, Saumur et Varrains).

## 2. INDICATEURS TECHNIQUES

Les principaux indicateurs techniques des services de l'eau et de l'assainissement ont été rassemblés sur les documents des **ANNEXES N° 4 et N° 5**. Les points clés de leur analyse sont explicités ci-dessous.

### 2.1. EAU POTABLE

#### 2.1.1. Patrimoine

Le patrimoine à la disposition de la Communauté d'Agglomération pour assurer la compétence eau potable, sur l'ensemble du territoire (hors secteurs en représentation/substitution), est constitué de :

- **5 sites** de prélèvement et de traitement de l'eau  
L'eau prélevée est pour la totalité d'origine souterraine. Les nappes captées sont les suivantes :
  - Nappe alluviale de la Loire (champ captant de Saumur)
  - Nappe du Jurassique (calcaires) (captage de Montreuil-Bellay)
  - Nappe des calcaires du Turonien (captages de Fontevraud l'Abbaye, d'Allonnes et de la Breille les Pins),
- **252 ouvrages** de stockage (réservoirs enterrés, réservoirs sur tour, bâches de reprise), représentant un volume de 16 875 m<sup>3</sup>
- **10 ouvrages** de surpression et de reprise,
- **713 kilomètres** de réseaux.

#### 2.1.2. Nombre d'abonnés et population desservie

	Régie d'eau Allonnes	DSP ex-DUS	DSP rural	TOTAL
Nombre d'abonnés	2 572	14 980	6 247	<b>23 799</b>
Pop. desservie	5 597	31 342	13 377	<b>50 316</b>

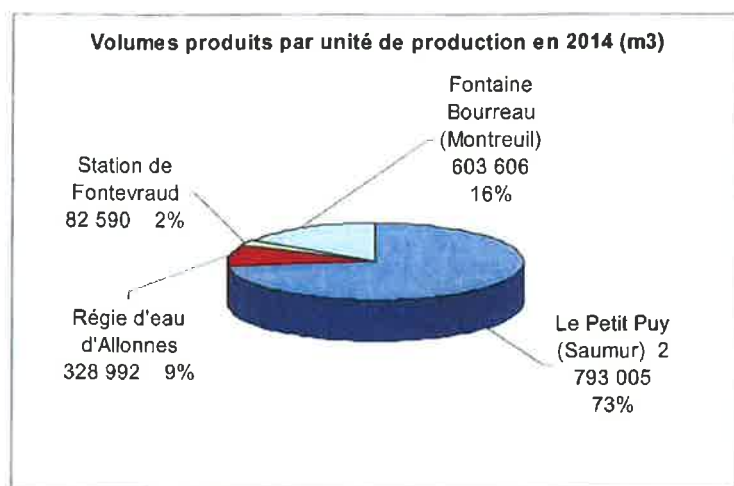
En 2014, le nombre total d'abonnés est de 23 799 contre 23 693 en 2013, soit une légère augmentation de + 0.4%.

La population desservie est 50 316 habitants (contre 62 156 habitants sur la totalité de la Communauté d'Agglomération). La population restante est desservie par le SMAEPA sud-saumurois, le SIMAEP de Blou et le SMAEP Montsoreau Candes Saint Martin.

#### 2.1.3. Volume produit

Le volume d'eau global produit par les 5 stations est de 3 808 193 m<sup>3</sup> en 2014 soit une légère diminution de - 0.5 % par rapport à 2013.

La station du Petit Puy à Saumur représente 73 % du volume produit sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération.



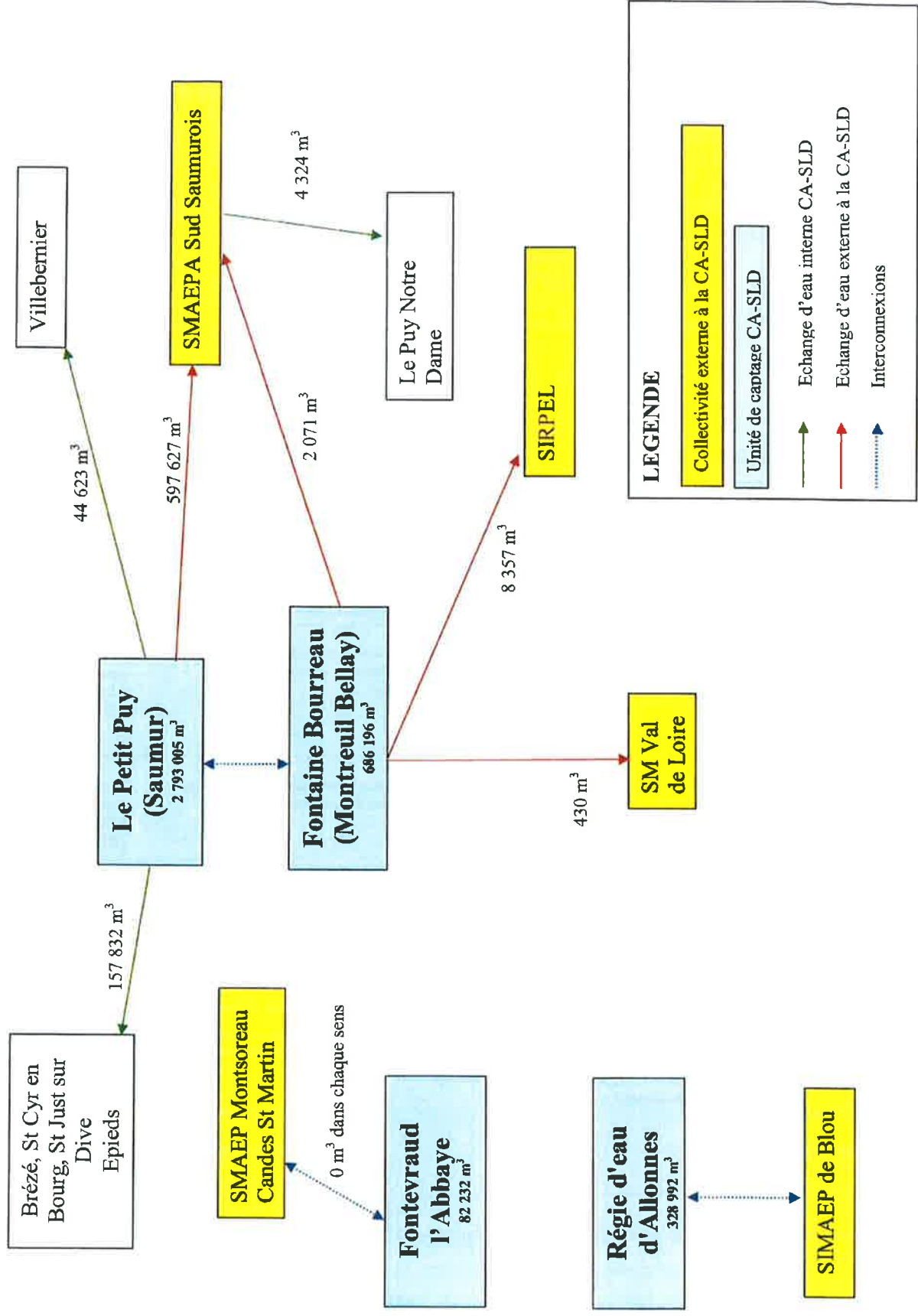
### 2.1.4. Volumes importés / exportés

Un certain nombre d'échanges d'eau se fait à l'intérieur de la Communauté d'Agglomération entre les différents systèmes de distribution mais également à l'extérieur avec des collectivités voisines.

Le tableau ci-dessous détaille les différentes conventions existantes de Vente d'Eau en Gros (VEG) :

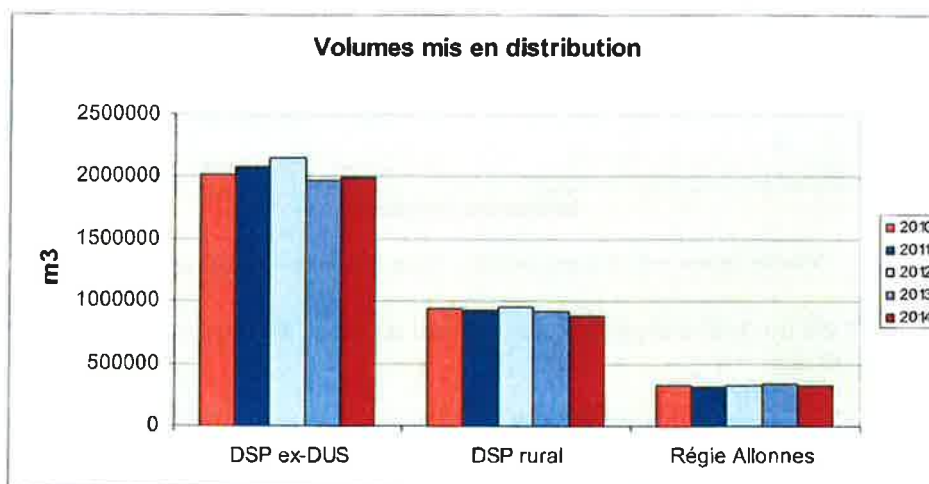
Cocontractant	Objet	Provenance de l'eau	Date d'effet	Durée (ans)
Syndicat pour l'Interconnexion, la Recherche et la Production d'Eau dans le loudunais (SIRPEL) syndicat situé à Loudun (86)	Alimentation du hameau de la Motte Bourbon sur la commune de POUANCAY (86)	Captage d'eau de Montreuil-Bellay (eau livrée à la limite de la commune de Montreuil-Bellay)	01/01/2007	Durée calée sur celle du contrat de DSP Eau potable Zone rurale, soit jusqu'au 31/12/2020 au plus tard
Syndicat Mixte du VAL DE LOIRE syndicat situé à Bressuire (79)	Alimentation du hameau de Lernay sur la commune de SAINT MARTIN DE SANZAY (79)	Captage d'eau de Montreuil-Bellay (eau livrée à la limite de la commune d'Antoigné)	01/01/2007	Durée calée sur celle du contrat de DSP Eau potable Zone rurale, soit jusqu'au 31/12/2020 au plus tard
Syndicat Mixte pour l'Alimentation en Eau Potable et l'Assainissement de la Région du Sud Saumurois (SMAEPA Sud Saumurois) syndicat situé à Saumur (49)	Alimentation du hameau de La Madeleine sur la commune de CIZAY LA MADELEINE (49)	Captage d'eau de Montreuil-Bellay (eau livrée à la limite de la commune de Montreuil-Bellay)	01/01/2007	Durée calée sur celle du contrat de DSP Eau potable Zone rurale, soit jusqu'au 31/12/2020 au plus tard
Syndicat Mixte pour l'Alimentation en Eau Potable et l'Assainissement de la Région du Sud Saumurois (SMAEPA Sud Saumurois) syndicat situé à Saumur (49)	Couverture des besoins du Syndicat (21 communes, 11 800 habitants)	Captage d'eau de Saumur	1989	Durée non limitée

Les volumes concernés par ces échanges sont résumés ci-après :



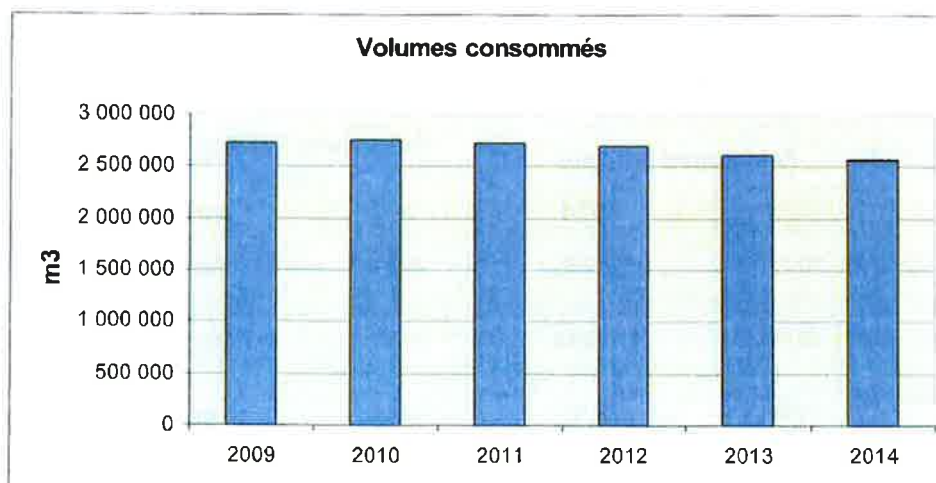
### 2.1.5. Volumes mis en distribution

Sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération, le cumul des volumes mis à disposition dans les réseaux de chaque secteur (volume produit + volume importé depuis des secteurs externes à la Communauté d'Agglomération – volume exporté vers des secteurs externes à la Communauté d'Agglomération) s'élève pour 2014 à 3 204 032 m<sup>3</sup> soit une diminution de **-0.8 %** par rapport à 2013 (3 231 360 m<sup>3</sup>).



### 2.1.6. Volumes consommés

**2 561 055 m<sup>3</sup>** ont été consommés en 2014 par les usagers de la Communauté d'Agglomération pour les secteurs placés sous la compétence directe de la Communauté d'Agglomération (hors secteurs en représentation/substitution), volume légèrement moins élevé que celui de 2013 (2 601 763 m<sup>3</sup>).



Secteur	Consommation 2011 (en m³)	Consommation 2012 (en m³)	Consommation 2013 (en m³)	Consommation 2014 (en m³)	Variation 2013/2014
DSP ex-DUS	1 718 558	1 733 750	1 683 407	1 652 482	- 1,87 %
DSP rural	723 006	676 067	650 034	641 017	- 1,87 %
Régie d'eaux d'Allonnes	286 220	284 270	268 322	267 556	- 1,41 %
<b>Total</b>	<b>2 727 784</b>	<b>2 694 087</b>	<b>2 601 763</b>	<b>2 561 055</b>	<b>- 1,59 %</b>

Depuis 2011, les baisses de consommation sont régulières sur l'ensemble du territoire, cela peut s'expliquer par une prise de conscience de la population sur la nécessité de limiter sa consommation d'eau (limiter les fuites et les arrosages d'espaces verts).

De plus, entre 2012 et 2013, la nette diminution, essentiellement sur les parties rurales du territoire, peut s'expliquer par des conditions météorologiques particulièrement pluvieuses.

### 2.1.7. Rendement des réseaux

Afin de disposer de valeurs de rendement les plus fiables possibles, on extrapole les volumes mis en distribution sur la période définie entre les dates annuelles des relevés de compteurs des abonnés.

#### Rendement primaire =

$$\text{Volume consommé} / (\text{Volume produit} + \text{Volume importé} - \text{Volume exporté})$$

Ce rendement est un outil d'exploitation et permet de juger, en plus d'autres indicateurs, de l'efficacité du réseau.

#### Rendement indicateur du maire =

$$(\text{Volume consommé autorisé} + \text{Volume mis en distribution} + \text{Volume vendu en gros}) / (\text{Volume produit} + \text{Volume importé en gros})$$

Ce rendement est réglementairement défini, il tient compte de la totalité des ventes et achats d'eau. De ce fait, les valeurs peuvent être légèrement plus élevées que pour le rendement primaire.

Ce calcul de rendement est retenu comme indicateur du maire, il est également utilisé dans le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 pour définir les seuils minimum à atteindre.

Comparatif des rendements sur les différents secteurs du territoire communautaire pour les rendements primaires et indicateurs du maire pour les années 2013 et 2014 en comparaison avec les rendements minimum à atteindre.

Secteur	Rendement primaire		Rendement indicateur du maire		Valeur minimale à atteindre en 2014
	2013	2014	2013	2014	
DSP ex-DUS	85.3 %	<b>79.7 %</b>	89.8 %	<b>86.8 %</b>	75 %
DSP rural	70.9 %	<b>76.2 %</b>	71.3 %	<b>77.7 %</b>	66.4 %
Régie d'eau d'Allonnes	78.9 %	<b>82 %</b>	78.9 %	<b>82 %</b>	65.9 %
Ensemble du territoire	80.5 %	<b>78 %</b>	84.7 %	<b>84.5 %</b>	72.7 %

Le rendement primaire des réseaux d'eau potable sur l'ex-DUS a diminué par rapport à 2013 et il est dorénavant de 79.7 % (le rendement indicateur du maire reste élevé grâce à des ventes d'eau en gros importantes).

Sur le secteur rural, le rendement primaire s'est amélioré pour arriver à 76.2 %, probablement grâce à l'identification et la réparation de fuites importantes.

Le rendement sur la régie est satisfaisant à **82 %**.

### 2.1.8. Qualité de l'eau

La surveillance de la qualité de l'eau fait l'objet d'un nombre important d'analyses dans le cadre du contrôle réglementaire effectué par l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des analyses sont également réalisées par les exploitants au titre de l'autocontrôle.

Les analyses portent sur deux types principaux de paramètres, les microbiologiques et les physico-chimiques. Ces paramètres peuvent faire l'objet de limites de qualité, qui doivent être impérativement respectées, ou de références de qualité qui sont des indicateurs à prendre en compte mais dont le dépassement ne rend pas l'eau non-conforme.

Les paramètres biologiques peuvent être l'indicateur d'une contamination par des micro-organismes. Ces derniers sont présents au quotidien dans notre environnement mais certains peuvent être pathogènes et entraîner des gênes plus ou moins importantes pour une personne ayant consommé des eaux contaminées.

Les paramètres physico-chimiques sont plus nombreux et permettent de caractériser les eaux distribuées.

Les paramètres organoleptiques (couleur, turbidité, goût, odeur) sont variables dans le temps et difficiles à maîtriser mais sont importants pour les consommateurs.

Les indications sur le pH, la dureté, le titre alcalimétrique, la conductivité donnent des indications sur les caractéristiques de l'eau et sur sa capacité à être incrustante (provoquer des dépôts dans les conduites) ou agressive (corroder les conduites). Les eaux distribuées sur le territoire sont équilibrées.

La présence de matières organiques (COT) est un paramètre important car cette dernière peut être source de développement bactérien si le traitement est insuffisant ou réagir avec les désinfectants et former des composés indésirables (chlorites dans le cas de l'utilisation de bioxyde de chlore). Le traitement qui sera mis en place dans la nouvelle station de Saumur permettra de supprimer ce COT, de repasser en dessous de la limite de 2.1 mg/l et également tout risque de production de chlorites par abandon du traitement au bioxyde.

Les composés résiduels de traitement sont des résultats qui permettent de juger de la qualité du traitement. La concentration de chlore résiduel doit être au minimum de 0.1 mg/l afin de s'assurer de la poursuite de la désinfection dans les réseaux.

D'autres paramètres comme les nitrates ou les pesticides sont des indicateurs des pressions polluantes que peuvent subir les zones d'alimentation des captages.

#### Recherche de chlorure de vinyle monomère (CVM)

En 2014, l'Agence Régionale de Santé a lancé une campagne de recherche des CVM dans les réseaux de distribution d'eau potable de l'ensemble du département.

La présence de ce composé est liée à l'existence de réseau en PVC posé avant 1980.

Sur le territoire de Saumur aggro, 37 analyses ont été réalisées.

- 29 n'ont détecté aucune trace de CVM
- 6 ont détecté des concentrations inférieures à la limite réglementaire (0.5 µg/l)
- 1 a mis en évidence une présence de CVM au-delà de la concentration admissible le 4 août 2014 sur la commune d'Epieds (0.7 µg/l au lieu de 0.5 µg/l). Suite à cette constatation, l'ARS a réalisé une 2<sup>ème</sup> analyse qui a révélé un taux de 0.3 µg/l. Pour s'assurer du respect du seuil de 0.5 µg/l, Saumur aggro a décidé de réaliser une 3<sup>ème</sup> analyse qui a montré une concentration de 0.4 µg/l. Le point a donc été déclaré comme conforme par l'ARS.

A noter que le CVM est un composé très volatile avec une limite réglementaire proche des seuils de détection. L'incertitude de la mesure est donc relativement importante.

### **Régie d'Allonnes**

En 2014 dans le cadre du contrôle sanitaire, l'eau traitée a fait l'objet de 15 analyses microbiologiques et physico-chimiques.

L'intégralité des résultats était conforme aux limites réglementaires.

### **DSP urbaine (ex DUS)**

En 2014 dans le cadre du contrôle sanitaire, l'eau traitée a fait l'objet de 53 analyses microbiologiques et 71 analyses physico-chimiques.

L'intégralité des résultats était conforme aux limites réglementaires pour l'ensemble des paramètres.

Comme pour les années précédentes, on peut mentionner pour les paramètres COT (carbone organique total) et chlorites, des dépassements des références de qualité (l'eau distribuée restant conforme). Ces dépassements sont liés au processus de traitement, la mise en service de la nouvelle usine permettra de respecter ces références réglementaires.

### **DSP rurale**

En 2014 dans le cadre du contrôle sanitaire, l'eau traitée a fait l'objet de 54 analyses microbiologiques et 80 analyses physico-chimiques.

L'intégralité des résultats était conforme aux limites réglementaires pour les paramètres bactériologiques.

Pour les paramètres physico-chimiques, 3 non-conformités ont été détectées :

- présence de CVM (monochlorure de vinyle) : cf ci-dessus
- présence de plomb le 23 juillet 2014 sur la commune du Puy Notre Dame : cette présence de plomb a été détectée au robinet d'un particulier. Les parties publiques des branchements ayant été renouvelées, la présence de plomb est liée à la partie privée intérieure de l'installation. Le propriétaire a été informé par l'ARS.
- Présence de lindane le 10 juillet 2014 au niveau du château d'eau du Puy Notre Dame : la présence de ce composé est liée à une ancienne contamination du château d'eau par la ressource auparavant exploitée. Cette problématique sera étudiée dans le cadre du diagnostic de l'ouvrage.

## **2.1.9. Les indicateurs de performance**

(cf. définition des indicateurs en annexe 9)

Code indicateur	Indicateur de performance	Valeur de l'indicateur					
		Régie d'eau d'Allonnes		DSP ex-DUS		DSP rural	
		2014	PM 2013	2014	PM 2013	2014	PM 2013
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100 %	94 %	100 %	100 %	100 %	98 %
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100 %	100 %	100 %	100 %	96 %	99 %

Code indicateur	Indicateur de performance	Valeur de l'indicateur					
		Régie d'eau d'Allonnes		DSP ex-DUS		DSP rural	
		2014	PM 2013	2014	PM 2013	2014	PM 2013
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (échelle de 0 à 120)	85	65	110	100	110	100
P104.3	Rendement du réseau de distribution	82 %	78.9 %	86.8 %	89.8 %	77.7 %	71.3 %
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés en m <sup>3</sup> /km/j	1.02	1.44	4.22	2.90	2.09	2.65
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau en m <sup>3</sup> /km/j	1.02	1.44	3.83	2.90	1.99	2.65
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,4 %	< à 1%	1,5%	< à 1%	0,6 %	2,3 %
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60 %	50 %	100 %	100 %	80 %	60 %
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	-	-	1 120 €	2 357 €	666 €	1 496 €
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	-	-	5,60	27,59	7,64	30,73
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	-	-	93,47 %	94,38 %	90,72 %	95,26 %
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	2014 : 3,01 ans 2013 : 2,75 ans					
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	-	-	1,79 %	NR	1,42 %	0,67 %
P155.1	Taux de réclamations (pour 1 000 abonnés)	13,22	1,93	0,98	1,20	NR	0,66

### Régie d'Allonnes

Les résultats d'analyse sont conformes à 100 %.

La connaissance du réseau continue de s'accroître.

L'évolution du rendement de réseau et de l'indice linéaire de perte indique une amélioration. Cette amélioration significative pour l'année 2014 s'explique par le fait que l'année 2013 a été particulièrement défavorable à cause de nombreuses fuites et de volumes d'eau utilisés mais non comptés importants pour la remise en service du château d'eau de Brain sur Allonnes. De plus, la pose de variateurs sur la conduite desservant la commune de La Breille les Pins a permis de diminuer de manière significative le nombre de casses sur ce réseau.

L'indice d'avancement de la protection de la ressource a augmenté car le dossier de DUP pour la protection du captage d'Allonnes a été déposé auprès des services de l'état en 2014. L'enquête publique aura lieu durant l'année 2015.

Le taux de réclamations peut paraître élevé mais il s'explique par le fait que la totalité des observations faites au service est prise en compte (mode de calcul différent pour la Saur où les réclamations en fonction de leur thématique ne sont pas systématiquement intégrées dans ce calcul). La hausse du taux de réclamations est également la conséquence des dispositions de la loi Warsmann qui obligent les collectivités, lors du relevé des compteurs, à prévenir les usagers lorsqu'une consommation anormale est constatée en leur signalant la procédure à respecter en cas de fuites d'eau, entraînant par ricochet un nombre croissant de réclamations sur ce thème.

### DSP urbaine (ex DUS)

Les résultats d'analyse sont conformes à 100 %.

Le rendement des réseaux et l'indice linéaire de perte se sont dégradés entre 2013 et 2014. La survenue de casse ou d'incident comme une mauvaise manipulation défense incendie ayant nécessité plusieurs jours de purge du réseau peuvent en partie expliquer cette évolution.

Le taux d'impayé est légèrement plus élevé que sur le secteur rural, de même que le montant des abandons de créances, néanmoins réduit par rapport à 2013.

Le taux de réclamation est très faible car la totalité des réclamations n'est pas prise en compte dans le calcul de cet indicateur (en fonction de la nature de la réclamation).

L'indice sur l'avancement de la mise en place des périmètres de protection est au maximum car les périmètres ont été mis en place et un suivi des actions est réalisé.

L'indice sur la connaissance du réseau a augmenté grâce à la mise en place d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations (taux de renouvellement de 1.5 % pour 2014).

### **DSP rurale**

Les résultats d'analyse montrent une conformité à 100 % pour les paramètres microbiologiques et un ratio de 96 % de conformité pour les paramètres physicochimiques du fait de 3 résultats non-conformes (cf chapitre précédent).

Le rendement du réseau et l'indice linéaire de perte ont été améliorés par rapport à 2013. Cette évolution positive est due à des interventions sur les fuites et également à une optimisation de la gestion du surpresseur de Brézé qui réduit les pertes en eau.

L'indice d'avancement de la protection des ressources a augmenté car les travaux ont été réalisés et les indemnités versées aux agriculteurs impactés par les contraintes.

Le taux d'impayés augmente mais on observe une diminution du montant des abandons de créance.

Comme pour le secteur urbain et la régie d'eau, l'indice sur la connaissance du réseau a augmenté.

## **2.2. ASSAINISSEMENT**

### **2.2.1. Assainissement collectif**

#### **2.2.1.1. Patrimoine**

Le patrimoine à la disposition de la Communauté d'Agglomération pour assurer la compétence assainissement est constitué de :

- **27 stations d'épuration**
- **127 postes** de relèvement
- **197 kilomètres** de réseaux

#### **2.2.1.2. Nombre d'abonnés**

Le nombre d'abonnés (branchements) de l'exercice 2014 est de **21 473**. En 2012, le nombre d'abonnés était de 21 140.

Le secteur de l'ex District Urbain de Saumur (Saumur, Chacé, Varrains, Distré) représente, avec 13 042 abonnés, 61 % du nombre total.

### 2.2.1.3. Volume collecté

Les volumes d'eau servant de base à la facturation de la redevance assainissement sont de 2 211 504 m<sup>3</sup> en 2014. En 2013, le volume collecté s'élevait à 2 281 616 m<sup>3</sup>. On observe donc une très légère baisse des volumes facturés à mettre en lien avec la diminution des consommations d'eau.

### 2.2.1.4. Qualité du traitement des eaux usées

Les stations d'épuration font l'objet d'un contrôle important encadré par la réglementation. De nombreux tests sont réalisés par l'exploitant pour l'ajustement du fonctionnement de la filière et des bilans avec l'analyse de nombreux paramètres sont réalisés. De plus, les services de l'ARS et de la Police de l'Eau réalisent également des contrôles.

L'arrêté du 22 juin 2007 renforce les modalités d'autosurveillance pour l'ensemble des STEP. L'autosurveillance porte sur les paramètres suivants, mesurés en entrée et en sortie de STEP.

- pH,
  - Débit,
  - DBO5 (Demande biologique en oxygène à 5 jours),
  - DCO (Demande chimique en oxygène),
  - MES (Matières en suspension),
  - NGL (azote global),
  - Phosphore,
  - NTK (azote Kjeldahl)
- sur un échantillon moyen journalier.

La périodicité est :

Capacité de la STEP (en Equivalent-Habitant)	Nbre de bilans (sur DBO5, DCO, MES)
< 500	1 tous les 2 ans
>= 500 et < 1000	1 par an
> 1000 et < 2000	2 par an
> 2000	Cf décret : bilans complets

Les données d'autosurveillance (résultats d'analyse des bilans) sont régulièrement transmises au service de Police des Eaux et à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Certaines stations d'épuration connaissent divers dysfonctionnements et ne permettent pas d'obtenir un traitement satisfaisant des eaux usées. Des études et des travaux permettant d'améliorer la situation ont déjà été engagés par la Communauté d'Agglomération et seront poursuivis à l'avenir, non seulement sur les stations, mais sur l'ensemble du système d'assainissement, dans l'esprit de la loi sur l'eau. Un travail important de mise en conformité doit être poursuivi dans les années qui viennent.

En 2014, conformément aux obligations réglementaires, la recherche de micropolluants dans les eaux traitées des stations de Saumur, Chacé et Presles a été finalisée.

Elle a mis en évidence :

- pour Saumur : la présence de zinc
- pour Chacé : la présence de zinc, cuivre et 2bis éthylhexulphthalate
- pour Presles : aucune molécule

Un suivi pérenne de ces polluants est programmé sur 2015.

### 2.2.1.5. Information sur les stations de traitement des eaux usées

Pour chaque paramètre, la conformité des rejets des stations d'épuration peut être regardée, :

- sur une concentration journalière maximale
- et/ou sur un rendement épuratoire journalier minimum
- sur une concentration moyenne annuelle
- et/ou sur un rendement épuratoire moyen annuel

De plus, il existe des valeurs rédhitoires qui entraînent systématiquement la non-conformité sur le paramètre concerné.

Valeur journalière autorisée en sortie de station	Valeur annuelle autorisée en sortie de station	Conformité 2014	Commentaires
Station d'ALLONNES (2 900 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 95 % de rendement	-	Conforme	Malgré une concentration moyenne annuelle inférieure à 15 mg/l de NGL, sur une mesure journalière, la concentration de ce paramètre a dépassé la concentration rédhibitoire de 20 mg/l. La station est donc déclarée non-conforme sur ce paramètre.
90 mg/l de DCO OU 90 % de rendement	-	Conforme	
35 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	Conforme	
-	15 mg/l de NGL OU 90 % de rendement	Non conforme	
-	1 mg/l de Ptotal OU 95 % de rendement	Conforme	
Station d'ANTOIGNE (370 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 89 % de rendement	-	-	Pas de bilan en 2014
90 mg/l de DCO OU 94 % de rendement	-	-	
30 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	-	
10 mg/l de NTK OU 90 % de rendement	-	-	
15 mg/l de Ptotal OU 35 % de rendement	-	-	

Valeur journalière autorisée en sortie de station	Valeur annuelle autorisée en sortie de station	Conformité 2014	Commentaires
Station d'ARTANNES (250 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 95 % de rendement	-	Conforme	La station est non-conforme sur le paramètre phosphore mais cette station n'est pas dotée d'un poste spécifique permettant le traitement de ce paramètre.
90 mg/l de DCO OU 90 % de rendement	-	Conforme	
35 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	Conforme	
15 mg/l de NTK OU 85 % de rendement	-	Conforme	
10 mg/l de Ptotal OU 35 % de rendement	-	Non conforme	
Station de BRAIN SUR ALLONNES (1 200 EqH)			
40 mg/l de DBO5	-	Conforme	La station est non-conforme sur le paramètre MES car la concentration sur une analyse est à 137 mg/l.
120 mg/l de DCO ET 60 % de rendement	-	Conforme	
120 mg/l de MES	-	Non conforme	
Station de BREZE (1 500 EqH)			
30 mg/l de DBO5	-	Conforme	La station est non-conforme sur les paramètres DCO et P. Pour ce dernier paramètre, la station ne dispose pas des équipements permettant un traitement.
90 mg/l de DCO	-	Conforme	
40 mg/l de NTK	-	Conforme	
Ptotal 80 % de rendement	-	Non conforme	
Station de BROSSAY (400 EqH)			
20 mg/l de DBO5 OU 95 % de rendement	-	-	Pas de bilan en 2014
85 mg/l de DCO OU 90 % de rendement	-	-	
30 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	-	
25 mg/l de NTK OU 75 % de rendement	-	-	

Valeur journalière autorisée en sortie de station	Valeur annuelle autorisée en sortie de station	Conformité 2014	Commentaires
Station de CHACE (17 000 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 90 % de rendement	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
90 mg/l de DCO OU 90 % de rendement	-	Conforme	
30 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	Conforme	
15 mg/l de NGL OU 85 % de rendement	-	Conforme	
1 mg/l de Ptotal	-	Conforme	
Station de COURCHAMPS (660 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 94 % de rendement	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
90 mg/l de DCO OU 90 % de rendement	-	Conforme	
30 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	Conforme	
15 mg/l de NTK OU 85 % de rendement	-	Conforme	
10 mg/l de Ptotal OU 35 % de rendement	-	Conforme	
Station d'EPIEDS (120 EqH)			
35 mg/l de DBO5 OU 60 % de rendement	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
DCO 60 % de rendement	-	Conforme	
MES 50 % de rendement	-	Conforme	
Station de FONTEVRAUD L'ABBAYE (1 300 EqH)			
30 mg/l de DBO5 OU 60 % de rendement	-	Conforme	La station est non-conforme pour les paramètres DCO, MES et Phosphore. La création d'une nouvelle station en 2014 et mise en service en 2015 va permettre de résoudre ces non conformités.
90 mg/l de DCO OU 60 % de rendement	-	Non conforme	
30 mg/l de MES OU 50 % de rendement	-	Non conforme	
-	40 mg/l de NTK	Conforme	
-	Ptotal 80 % de rendement	Non conforme	

Valeur journalière autorisée en sortie de station	Valeur annuelle autorisée en sortie de station	Conformité 2014	Commentaires
Station de LA BREILLE LES PINS (250 EqH)			
30 mg/l de DBO5 OU 90 % de rendement	-	Conforme	La station est uniquement non-conforme sur le paramètre azote. Sur la seule analyse, une concentration de 36.6 mg/l au lieu de 32 mg/l.
140 mg/l de DCO OU 80 % de rendement	-	Conforme	
70 mg/l de MES OU 80 % de rendement	-	Conforme	
32 mg/l de NTK OU 60 % de rendement	-	Non conforme	
9 mg/l de Ptotal OU 35 % de rendement	-	Conforme	
Station du COUDRAY MACOUARD (1 300 EqH)			
25 mg/l de DBO5	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
70 mg/l de DCO	-	Conforme	
30 mg/l de MES	-	Conforme	
15 mg/l de NGL	-	Conforme	
10 mg/l de NTK	-	Conforme	
2 mg/l de Ptotal	-	Conforme	
Station du COUDRAY MACOUARD - BRON (300 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 95 % de rendement	-	-	Pas de bilan en 2014
90 mg/l de DCO OU 90 % de rendement	-	-	
35 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	-	
15 mg/l de NTK OU 85 % de rendement	-	-	
Station du PUY NOTRE DAME (1 400 EqH)			
30 mg/l de DBO5	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
90 mg/l de DCO OU 60 % de rendement	-	Conforme	
90 mg/l de MES	-	Conforme	
-	40 mg/l de NTK	Conforme	
Station de Presles à MONTREUIL BELLAY (13000 EqH)			
25 mg/l de DBO5	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
125 mg/l de DCO	-	Conforme	
30 mg/l de MES	-	Conforme	
15 mg/l de NGL	-	Conforme	
2 mg/l de Ptotal	-	Conforme	

Valeur journalière autorisée en sortie de station	Valeur annuelle autorisée en sortie de station	Conformité 2014	Commentaires
Station de La Durandière à MONTREUIL BELLAY (7 000 EqH)			
25 mg/l de DBO5	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
75 mg/l de DCO	-	Conforme	
30 mg/l de MES	-	Conforme	
15 mg/l de NGL	-	Conforme	
10 mg/l de NTK	-	Conforme	
1 mg/l de Ptotal	-	Conforme	
Station de NEUILLE (250 EqH)			
DCO 60 % de rendement	-	-	Pas de bilan en 2014
Station de PARNAY TURQUANT SOUZAY MONTSOREAU (5 000 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 97 % de rendement	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
90 mg/l de DCO OU 94 % de rendement	-	Conforme	
35 mg/l de MES OU 95 % de rendement	-	Conforme	
15 mg/l de NGL OU 87 % de rendement	-	Conforme	
1 mg/l de Ptotal OU 97 % de rendement	-	Conforme	
Station de RIOU (360 EqH)			
30 mg/l de DBO5 OU 60 % de rendement	-	-	Pas de bilan en 2014
90 mg/l de DCO OU 60 % de rendement	-	-	
30 mg/l de MES OU 50 % de rendement	-	-	
-	40 mg/l de NTK	-	
Station de ROU (300 EqH)			
30 mg/l de DBO5 OU 60 % de rendement	-	-	Pas de bilan en 2014
90 mg/l de DCO OU 60 % de rendement	-	-	
30 mg/l de MES OU 50 % de rendement	-	-	
-	40 mg/l de NTK	-	
Station de SAINT JUST SUR DIVE (550 EqH)			
25 mg/l de DBO5	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
90 mg/l de DCO	-	Conforme	
35 mg/l de MES	-	Conforme	
30 mg/l de NTK	-	Conforme	

Valeur journalière autorisée en sortie de station	Valeur annuelle autorisée en sortie de station	Conformité 2014	Commentaires
Station de SAINT MACAIRE DU BOIS (200EqH)			
40 mg/l de DBO5	-	-	Pas de bilan en 2014
120 mg/l de DCO OU 60 % de rendement	-	-	
120 mg/l de MES	-	-	
-	40 mg/l de NTK	-	
Station de SAUMUR (62 000 EqH)			
25 mg/l de DBO5 ET 95 % de rendement	-	Conforme	Contrairement aux années passées, les données relatives aux matières de vidange ont été intégrées dans les calculs, ce qui améliore le rendement épuratoire de la station. Elle reste néanmoins non-conforme sur le paramètre DCO à cause de la DCO dure générée par le procédé Théllys. Si les rendements épuratoires ne sont pas toujours atteints, les concentrations ont toujours respecté la norme.
90 mg/l de DCO ET 92 % de rendement	-	Non conforme	
30 mg/l de MES ET 95 % de rendement	-	Conforme	
15 mg/l de NGL ET 80 % de rendement	-	Conforme	
8 mg/l de NTK ET 92 % de rendement	-	Conforme	
1 mg/l de Ptotal	-	Conforme	
Station de VARENNES SUR LOIRE (800 EqH)			
25 mg/l de DBO5 OU 60 % de rendement	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
125 mg/l de DCO OU 60 % de rendement	-	Conforme	
35 mg/l de MES OU 50 % de rendement	-	Conforme	
-	15 mg/l de NTK	Conforme	
Station de VAUDELNAY (550EqH)			
DCO 60 % de rendement	-	Non conforme	Une seule mesure a été réalisée durant l'année 2014, elle a conclu à une non-conformité du paramètre DCO.
Station de VILLEBERNIER (850 EqH)			
35 mg/l de DBO5 OU 60 % de rendement	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
DCO 60 % de rendement	-	Conforme	
MES 50 % de rendement	-	Conforme	
Station de VIVY (1 500 EqH)			
25 mg/l de DBO5	-	Conforme	Station conforme sur tous les paramètres
125 mg/l de DCO	-	Conforme	

En 2014, les stations de Montsoreau et Méron ont été définitivement abandonnées au profit d'un raccordement des effluents vers deux stations existantes (respectivement la Step de la Côte à Parnay et la station de Presles à Montreuil Bellay).

### 2.2.1.6. Les indicateurs de performance

(cf. définition des indicateurs en annexe 9)

Code indicateur	Indicateur de performance	Valeur de l'indicateur			
		DSP ex-DUS		DSP rural	
		2014	PM 2013	2014	PM 2013
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	NR	NR	NR	NR
P202.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	84	73	82	70
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	NR	NR	NR	NR
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	NR	NR	NR	NR

Code indicateur	Indicateur de performance	Valeur de l'indicateur			
		DSP ex-DUS		DSP rural	
		2014	PM 2013	2014	PM 2013
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	NR	NR	NR	NR
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	NR	NR	NR	NR
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0 €	1 734 €	0 €	1 716 €
P251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0 ‰	0 ‰	0 ‰	0 ‰
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	NR	NR	NR	NR
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	<1%	< 1%	<1%	< 1%
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	82.24 %	77.42 %	93.64 %	NR
P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	60	60	60	60
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	2014 : 3,74 ans 2013 : 5,09 ans			
P257.1	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	NR	NR	NR	1.47 %
P258.1	Taux de réclamations (pour 1 000 ab.)	0	0	0	0

NR : Non Renseigné

## 2.2.2. Assainissement non collectif

Depuis 2001, la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement exerce la compétence sur l'assainissement non collectif. Le SPANC (Service Public d'Assainissement Non collectif) a été créé en 2006.

### 2.2.2.1. Les Missions du SPANC

#### - Contrôle de conception et d'implantation :

Dans le cas de l'installation d'un nouveau système d'assainissement, le particulier fait appel à un bureau d'études pour l'élaboration de l'étude de filière. Ce document est joint à la demande d'assainissement non collectif et le tout transmis au SPANC afin de procéder au contrôle administratif et technique. A l'issue du contrôle, le SPANC émet un avis qui est envoyé à la Mairie de la commune d'implantation du système et au pétitionnaire (ce mode de fonctionnement a été revu en 2012, les avis du SPANC sont dorénavant uniquement envoyés aux pétitionnaires).

A noter que depuis mars 2012, l'avis du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif est une pièce obligatoire du permis de construire et que, de ce fait, les procédures ont été adaptées.

#### - Contrôle exécution :

Le particulier, après avoir reçu l'avis favorable sur le dossier de demande d'assainissement, peut réaliser ses travaux. Il fait appel ensuite au SPANC pour procéder au contrôle de l'exécution des travaux réalisés conformément à la norme DTU 64-1 de août 2013.

Le contrôle peut donner lieu soit à un avis favorable sur l'exécution des travaux ou soit à un avis défavorable. Il est accompagné d'un plan des installations constatées lors des visites et d'un descriptif des éléments constitutifs du système.

#### - Contrôle diagnostic et contrôle de bon fonctionnement :

Le contrôle des installations existantes est une obligation réglementaire et ne peut être réalisé que par le Service public d'Assainissement Non Collectif.

Ces contrôles font l'objet d'un rapport dans lequel sont mentionnés les travaux ou aménagements obligatoires avec, le cas échéant, les délais de réalisation.

Toute installation doit être contrôlée périodiquement, la Communauté d'Agglomération a choisi de fixer une périodicité de 10 ans (maximum autorisé par la loi).

En 2013, le conseil communautaire a décidé de modifier les fréquences de contrôles des installations pour les installations en priorité 1.

	Périodicité
<u>Priorité 1</u> Installations non-conformes avec risque sanitaire et obligation de faire des travaux dans un délai de 4 ans	4 ans
<u>Priorité 2</u> Installations non-conformes sans risque sanitaire et sans délai obligatoire de réalisation de travaux	10 ans
<u>Priorité 3</u> Installations conformes sans obligation de travaux	10 ans
<u>Installations neuves</u> : prise en compte de la date du contrôle d'exécution	10 ans
<u>Refus de contrôle</u>	1 an

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, en cas de vente, toute habitation non raccordée au réseau d'assainissement collectif doit faire l'objet d'un contrôle. Ce dernier ne peut être effectué que par le SPANC et il a une durée de validité de 3 ans. Les contrôles réalisés dans le cadre des campagnes globales sur les communes sont également adaptés lors d'une vente.

#### **2.2.2.2. Estimation de la population desservie**

En partant sur la base de 6 000 diagnostics à réaliser et sur un ratio de 2 habitants par logement, on peut estimer que le service public d'assainissement non collectif dessert environ 12 000 habitants, soit près de 20 % de la population totale de Saumur agglo.

#### **2.2.2.3. Organisation du service**

En 2009, devant le nombre important de contrôles, la CASLD a décidé de confier une mission à un prestataire privé pour la réalisation des diagnostics des installations existantes. Le prestataire retenu est la SAUR. Le premier marché, passé en 2009, est arrivé à échéance en 2011. Le second marché, passé en 2011 s'est terminé fin 2014. La quasi-totalité des installations d'assainissement non collectif a été contrôlée.

Un nouveau marché public a été lancé courant 2014 pour sélection un prestataire en charge de réaliser les diagnostics de bon fonctionnement des installations déjà contrôlées et arrivant à échéance de validité des contrôles. Le prestataire retenu est la Saur.

La réalisation des contrôles lors des ventes et des contrôles des installations neuves (conception et exécution) est effectuée par la régie.

#### **Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif : 100**

<b>A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service</b>		
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	X
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	X
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis - de 10 ans	X
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	X
<b>B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service</b>		
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	

NB : Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est 100.

#### **2.2.2.4. Moyens du service**

Le SPANC est doté de :

- trois ordinateurs fixes équipés des logiciels Control'A et Stargis,
- deux ordinateurs portables équipés du logiciel Control'A,
- deux niveaux électroniques, un infiltromètre (test de perméabilité)
- un appareil photo,
- un véhicule, un GPS,
- de petit matériel de terrain : pieds de biche, piges, tournevis, décamètres, mètres, lampes, gants et vêtements de terrain.

Moyens humains :

→ une technicienne en régie

→ un technicien dans le cadre de la prestation de service avec la Saur

### 2.2.2.5. Redevances

Les tarifs des redevances en vigueur au 01/01/2015, conformément à la délibération du Conseil communautaire du 11/12/2014, sont les suivants :

	Tarifs
<b>Contrôle de conception (sur dossier)</b>	<b>140 €</b>
<b>Contrôle d'exécution des travaux</b>	<b>140 €</b>
<b>Contrôle vente</b>	<b>140 €</b>
<b>Contrôle de bon fonctionnement</b>	<b>95 €</b>

Dans le cas de refus de contrôle ou de non réalisation des travaux obligatoires dans les délais impartis, une pénalité correspondant au doublement du montant de la redevance est appliquée.

### 2.2.2.6. Récapitulatif de l'activité contrôle

ORGANISATION ANNUELLE DES DIAGNOSTICS	
<b>2008</b>	Brain sur Allonnes
<b>2009</b>	Verrie, Varennes sur Loire
<b>2010</b>	Allonnes, Artannes sur Thouet, Varrains, Chacé, St Cyr en Bourg, Brézé, Vivy
<b>2011</b>	Coudray M., Rou Marson, La Breille les Pins, Epieds, St Just/Dive, Cizay, Courchamps, Brossay, Fontevraud, Vaudelnay, St Macaire,
<b>2012</b>	Le Puy Notre Dame, Villebernier, Distré, Neuillé, Parnay, Turquant, Montsoreau, Souzay-C.
<b>2013</b>	Saumur, Montreuil Bellay Antoigné
<b>2014</b>	Finalisation des campagnes initiales dans l'ensemble des communes
<b>2015</b>	Lancement des premiers diagnostics de bon fonctionnement conformément aux fréquences définies en fonction de la conformité des installations

L'année de référence correspond à l'année de début des diagnostics sur les communes.

	Types de contrôles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
REGIE	ANC Neufs										
	-Conception	149	141	125	100	130	141	109	131	108	120*
	-Réalisation	126	135	103	99	95	113	119	96	105	100*
REGIE	ANC Existants										
	- Diagnostic	15	19	207	328	339				16	
	- Diag. Vente			18	13	18	111	81	96	101	90*
SA	ANC Existants				370	758	862	1062	760	159	300 *
	-Diagnostic										
	<b>TOTAL</b>	290	295	453	910	1340	1 227	1371	1083	489	610*

\* Les chiffres de l'échéancier prévisionnel sont estimatifs.

Depuis, août 2010, la Régie ne compte plus qu'un seul agent. De ce fait, il a été décidé que ce dernier serait affecté uniquement à la réalisation des contrôles de conception, de réalisation et de diagnostic vente, contrôles demandant une plus grande souplesse d'organisation.

### 2.2.2.7. Repriorisation des installations classées en priorité 1

Les arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012 modifiant et abrogeant les arrêtés du 7 septembre 2009 sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

De ce fait, tous les contrôles réalisés avant cette date en concluant que les installations devaient faire l'objet de travaux dans un délai de 4 ans (classées P1) ont du être repris afin que les obligations soient conformes aux nouveaux textes en vigueur.

Le réexamen des installations se fait uniquement sur la base des dossiers papiers et ne fait pas l'objet de l'envoi d'un nouveau rapport aux propriétaires. De même, il n'engendre aucun coût pour les propriétaires. Le nombre total de dossiers réexaminés est de 852.

Commune	Nombre d'installations en P1 repriorisées en 2014	Nombre d'installations maintenues en P1	Nombre d'installations basculées en P2
Allonnes	107	43	64
Antoigné	1	1	0
Artannes	8	1	7
Bagneux (Saumur)	0	0	0
Brain sur Allonnes	70	50	20
Brézé	6	2	4
Brossay	0	0	0
Chacé	4	2	2
Cizay	20	16	4
Coudray Macouard	7	4	3
Courchamps	0	0	0
Dampierre (Saumur)	2	2	0
Distré	0	0	0
Epieds	33	19	14
Fontevraud l'Abbaye	8	6	2
La Breille les Pins	7	3	4
Montreuil Bellay	2	1	1
Montsoreau	1	1	0
Neuillé	3	3	0
Parnay	1	1	0
Le Puy Notre Dame	37	15	22
Rou Marson	2	1	1
Saumur	2	2	0
Souzay Champigny	0	0	0
St Cyr en Bourg	4	3	1
St Hilaire (Saumur)	2	1	1
St Just sur Dive	4	4	0
St Lambert (Saumur)	8	4	4
St Macaire du Bois	23	17	6
Turquant	0	0	0
Varennes sur Loire	228	95	133
Varrains	0	0	0
Vaudelnay	43	16	27
Verrie	12	7	5
Villebernier	42	20	22
Vivy	165	76	89
<b>Total</b>	<b>852</b>	<b>416</b>	<b>436</b>
		<b>49%</b>	<b>51%</b>

### 2.2.2.8. Résultats des contrôles après repriorisation (situation au 26 mars 2015)

Commune	Installations neuves ou réhabilitées		Diagnostic des installations existantes (campagnes communales ou ventes)			Reste à contrôler	Nombre total de contrôles
	Contrôle de Conception (sur dossier)	Contrôle d'Exécution (après travaux)	<u>Priorité 1</u> Non-conforme Travaux dans un délai de 4 ans	<u>Priorité 2</u> Non-conforme Travaux sans délai obligatoire	<u>Priorité 3</u> Conforme Pas de travaux		
Allonnes	11	128	54	316	124	4	637
Antoigné	1	27	4	58	10	4	104
Artannes sur Thouet	5	8	2	43	26	0	84
Brain sur Allonnes	15	123	59	233	121	16	567
Brézé	0	4	1	13	5	1	24
Brossay	1	2	1	9	2	1	16
Chacé	1	4	2	27	0	0	34
Cizay la Madeleine	3	62	17	116	16	1	215
Coudray Macouard	9	28	5	41	7	2	92
Courchamps	4	10	0	18	3	2	37
Distré	15	43	5	81	31	15	190
Epieds	11	84	20	151	24	8	298
Fontevraud l'Abbaye	6	20	7	30	8	3	74
La Breille les Pins	7	41	5	85	25	2	165
Montreuil Bellay	7	34	7	117	23	9	197
Montsoreau	1	5	1	14	2	2	25
Neuillé	10	90	15	132	49	4	300
Parnay	1	0	1	0	0	0	2
Le Puy Notre Dame	4	27	21	125	9	4	190
Rou marson	1	3	1	10	0	0	15
Saumur	2	9	10	37	1	4	63
Saumur - Bagneux	0	2	1	16	0	1	20
Saumur - Dampierre	3	9	2	25	7	4	50
Saumur - St Hilaire	6	38	14	84	27	6	175
Saumur - St Lambert	6	42	51	316	50	20	485
Souzay Champigny	2	6	1	9	1	4	23
St Cyr en Bourg	0	2	3	10	1	0	16
St Just sur Dive	1	1	4	12	2	1	21
St Macaire du Bois	6	23	18	86	18	3	154
Turquant	1	4	2	11	3	1	22
Varennes sur Loire	3	55	51	271	141	8	529
Varrains	1	3	0	16	1	0	21
Vaudelnay	8	41	25	159	41	5	279
Verrie	7	47	8	110	32	1	205
Villebernier	5	42	25	243	18	2	335
Vivy	23	108	39	231	86	2	489
<b>Total</b>	<b>187</b>	<b>1 175</b>	<b>482</b>	<b>3 255</b>	<b>914</b>	<b>140</b>	<b>6 153</b>
Proportion	3.04 %	19.10 %	7.83 %	52.90 %	14.85 %	2.28 %	100 %

### 2.2.2.8. Bilan

Dans le cadre des contrôles d'installations neuves, on peut observer une baisse du nombre de contrôles de conception, probablement en lien avec la baisse de l'activité économique. Le nombre de contrôle d'exécution est très légèrement à la hausse et correspond à l'aboutissement des projets engagés en 2013.

On observe une très légère hausse du nombre de contrôle dans le cadre des ventes immobilières.

Concernant les contrôles initiaux des installations réalisées en prestation de service par la Saur, on observe une baisse significative qui correspond à la prise en compte des dernières installations n'ayant pas encore fait l'objet de ce contrôle réglementaire. Ces contrôles ont été souvent plus difficiles car le SPANC a été confronté à des refus, des propriétaires absents ou des habitations non répertoriées dans la base de données.

En 2014, 15 pénalités ont été émises auprès de propriétaires ayant refusé les précédents contrôles (deux avis de passage minimum, envoi d'un avis en recommandé fixant un dernier rendez vous et informant des risques de pénalités). Cependant 3 pénalités ont pu être levées sur présentation de pièces justificatives.

Code indicateur	Indicateur de performance	Valeur de l'indicateur
P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	92 %

Indicateur calculé en prenant le ratio des installations classées en Priorité 2 (3255) (non-conforme mais sans danger pour les personnes ou l'environnement), en Priorité 3 (914) (conforme) et ayant fait l'objet d'un avis favorable d'exécution (1175) par rapport au nombre total contrôle (3255+914+1175+482) (installations existantes et contrôle d'exécution).

## 3. INDICATEURS FINANCIERS

### 3.1. RECETTES D'EXPLOITATION DE LA COLLECTIVITE ET DU FERMIER

Les produits résultant des ventes d'eau et de la redevance d'assainissement collectif, perçus par la Communauté d'Agglomération et le fermier SAUR sont répertoriés par secteur dans les documents des **ANNEXES N°6 et 7**.

Globalement, les résultats sont les suivants :

#### 3.1.1. Eau potable

La recette globale, perçue par la Communauté d'Agglomération au titre des produits de vente d'eau (Régie d'Allonnes), des surtaxes (secteurs en affermage) et divers (frais de contrôle et branchements sur la Régie d'Eau d'Allonnes) à partir des factures d'eau payées par les usagers s'élève à **1 798 698 €** pour 2014, contre 1 836 979 € en 2013 en intégrant les charges d'exploitation de la Régie d'Eau d'Allonnes, soit une baisse de -2,1%.

Dans le détail, on note :

- Une stagnation des recettes sur le secteur rural (10 communes) par rapport à 2013. La diminution des volumes facturés de -1,4% (663 762 m<sup>3</sup> en 2014 contre 663 762 m<sup>3</sup> en 2013) est compensée par la hausse des tarifs (part CASLD) de +1,5% (prix moyen de 0,87 € HT en 2014 contre 0,857 € HT en 2013).
- Une baisse du solde financier sur le secteur des 3 communes gérées en Régie de -9,1% par rapport à 2013, due à une baisse des recettes de vente d'eau. Toutefois cette baisse doit être relativisée car figurait dans les recettes 2013 un surplus de recettes de +39 K€ lié à la facturation du second semestre 2012 (recettes encaissées plus élevées que prévues). Sans ce surplus de recettes on aurait obtenu pour 2014 un solde financier de +4,1% par rapport à 2013.
- Une légère baisse des recettes sur le secteur des 4 communes de l'ex-DUS (Saumur, Chacé, Varrains et Distré) de -1,1% par rapport à 2013, uniquement dû au fait que les recettes 2013 intégraient une partie des recettes 2012 car si l'on compare les recettes strictement liées à 2013 à celles de 2014 on note une croissance de +14,2%.

En 2014, au titre des contrats d'affermage, le fermier a perçu 2 971 327 € HT de recettes, contre 3 712 426 € en 2013, soit une baisse de -2,1%.

#### 3.1.2. Assainissement collectif

Les produits perçus par la Communauté d'Agglomération, à partir des factures d'assainissement et diverses recettes (frais de contrôle, traitement des effluents viticoles, des effluents industriels et des sous-produits d'assainissement), s'élèvent à **2 773 493 €** en 2014, en baisse de -10,6 % par rapport à 2013.

L'évolution des recettes est différente entre les deux contrats de délégation de service public (urbain et rural).

- Pour le contrat de l'ancien District Urbain de Saumur (Saumur, Chacé, Varrains, Distré), les recettes issues des redevances d'assainissement ont diminué de -15,9% par rapport à

2013. Comme pour l'eau potable, cela est uniquement dû au fait que les recettes 2013 intégraient une partie des recettes 2012 car si l'on compare les recettes strictement liées à 2013 à celles de 2014 on note une croissance de +11,3%.

- Pour le contrat du secteur rural (26 communes), les recettes issues des redevances d'assainissement ont augmenté de +2,7% par rapport à 2013, essentiellement dû à la hausse des volumes facturés de +5,3% (716 108 m<sup>3</sup> en 2014 contre 679 746 m<sup>3</sup> en 2013), plus élevée que la baisse du prix moyen de la part CASLD pour 120 m<sup>3</sup> de -3,4% (1,16 € HT/m<sup>3</sup> en 2014 contre 1,20€ HT/m<sup>3</sup> en 2013).

Les recettes brutes perçues par le fermier au titre de 2014 s'élèvent à 2 846 426 € HT, contre 3 462 044 € HT en 2013 (-17,8%).

### 3.1.3. Eau potable et Assainissement collectif

Pour résumer, globalement, sur l'ensemble des deux services eau potable et assainissement collectif, le montant total des produits disponibles pour la Communauté d'Agglomération, au titre de l'exercice 2014, en intégrant le reversement effectué par SAUR au titre du fonds spécial prévu au contrat d'affermage de l'ex District Urbain de Saumur pour le financement des équipements est de **5 275 829 €** contre 5 819 133 € en 2013 :

Recettes CASLD	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 (en %)
Eau potable	892 125 €	1 249 484 €	1 836 979 €	1 798 698 €	-2,1%
Assainissement	1 929 723 €	2 286 600 €	3 102 217 €	2 773 493 €	-10,6%
Fonds spécial	797 177 €	794 504 €	879 937 €	703 638 €	-20,0%
<b>TOTAL</b>	<b>3 619 025 €</b>	<b>4 330 588 €</b>	<b>5 819 133 €</b>	<b>5 275 829 €</b>	<b>-9,3%</b>

Pour mémoire, le fonds spécial est commun aux contrats de délégation de service public d'eau potable et d'assainissement de l'ex-DUS qui prévoient le versement annuel par le Fermier de 1 173 857,43 € à la Collectivité, pour le financement d'opérations d'eau et d'assainissement dont elle a la charge au titre de l'investissement, du fonctionnement lié à l'investissement ou à l'exploitation d'équipements confiés au Fermier.

Afin de ne pas répercuter l'incidence des coûts d'exploitation des nouveaux investissements réalisés par le District puis la Communauté d'Agglomération, il a été décidé de déduire du montant versé chaque année au fonds spécial :

- les coûts d'exploitation des stations d'épuration de Chacé et service d'assainissement de Distré (avenant 2 du 11/12/1996),
- la rémunération complémentaire de SAUR pour l'épandage des boues et le suivi agronomique des épandages de la STEP de Saumur (avenant 5 du 08/11/2001),
- la rémunération complémentaire de SAUR pour la modification de la filière de traitement de l'Usine des Eaux de Saumur (avenant 5 du contrat Eau potable du 08/11/2001),
- le manque à gagner de la prime pour épuration supprimée par l'Agence de l'eau (avenant 7 du 12/01/2009),
- le surcoût financier lié à la prise en charge des nouveaux postes de relèvement de Distré (Champ Blanchard, Clos Marteau et Vacherie) et de Dampierre-sur-Loire (route de Bourgneuf) (DSP assainissement – avenant n°8 du 31/12/2010).

De ce fait, le montant du fonds spécial n'est pas fixe mais varie chaque année. Il s'élevait à 703 638 € en 2014.

Le produit perçu par la SAUR en 2014 pour la gestion des services d'eau et d'assainissement dans les secteurs en affermage s'élève à 5 817 753 €HT, en baisse de -18,9% par rapport à celui de 2013.

#### **3.1.4. Assainissement Non Collectif**

En 2014, 475 contrôles ont été facturés (158 contrôles réalisés par la SAUR + 317 contrôles réalisés par Saumur Agglo), correspondant à 43 570 € de recettes.

A ces recettes s'ajoute une subvention de 10 140 € versée par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour les contrôles neufs réalisés en 2014.

### **3.2. LE PRIX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

L'ensemble des différents prix en vigueur au 01/01/2015 sur les secteurs du territoire de la Communauté d'Agglomération (y compris ceux gérés en représentation substitution) a été regroupé dans le document de l'**ANNEXE N°8**.

Pour mémoire, l'harmonisation tarifaire votée par les élus communautaires en 2006 a abouti en 2009 à l'application d'un tarif unique par contrat. De ce fait, depuis 2009 il n'existe plus que 3 grilles tarifaires pour l'eau potable (Régie / DSP secteur urbain / DSP secteur rural) et 2 grilles tarifaires pour l'assainissement (DSP secteur urbain / DSP secteur rural).

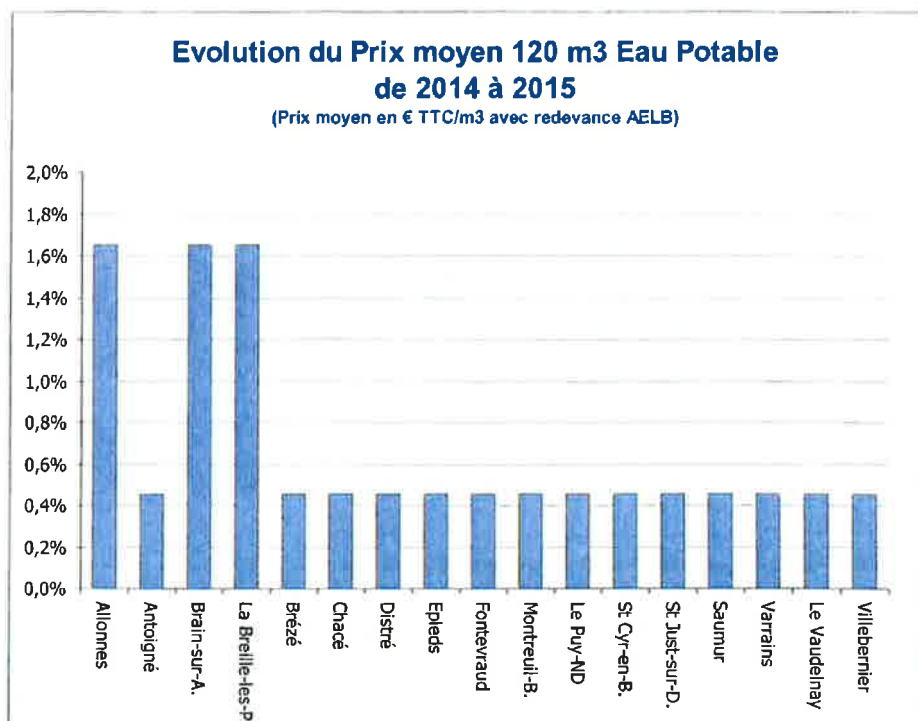


Par ailleurs, comme pour 2014, les tarifs 2015 ont été calculés afin d'obtenir un prix moyen convergent sur l'ensemble du territoire en délégation de service public (urbain et rural, hors régie d'Allonnes) et pour lequel la Communauté d'Agglomération exerce directement la compétence (hors secteurs en représentation/substitution).

#### **3.2.1. Eau potable**

Pour une consommation moyenne de 120 m<sup>3</sup>/an et en intégrant les redevances de l'Agence de l'Eau, les prix pratiqués en 2015 vont **de 2,03 € TTC/m<sup>3</sup> à 2,21 € TTC/m<sup>3</sup>** (contre une fourchette qui allait de 2€ TTC/m<sup>3</sup> à 2,20 € TTC/m<sup>3</sup> en 2013).

De 2014 à 2015, le prix moyen de l'eau pour 120 m<sup>3</sup>/an a varié selon les secteurs de +0,5% pour ceux gérés en DSP à +1,7% pour ceux gérés en régie (Allonnes, Brain-sur-Allonnes et La Breille-les-Pins), en application des dispositions des contrats d'affermage (part SAUR), de la délibération du Conseil Communautaire du 11 décembre 2014 portant sur les tarifs 2015 et des taux de redevance pollution d'eau domestique de l'Agence de l'Eau.



Sur l'ensemble de l'agglomération (hors syndicats d'eau), le prix moyen du m<sup>3</sup> d'eau potable en 2014, pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>/an a augmenté de +0,6% par rapport à 2014.

Il s'élève à **2,18 € TTC**, contre 2,166 € TTC (avec redevance Agence de l'Eau) en 2014.

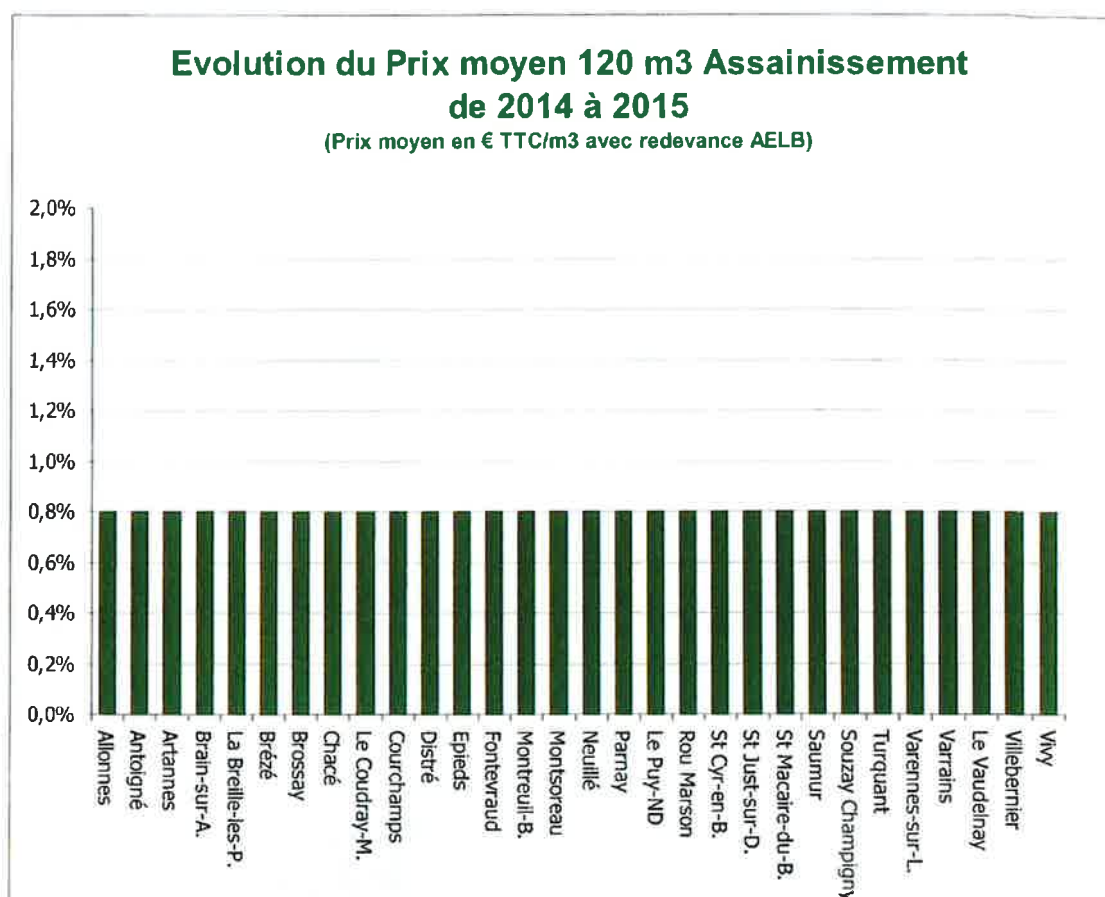
Le détail du prix moyen de l'eau 120 m3 avec redevance de l'Agence de l'Eau par secteur est le suivant :

Secteur		2015 (en € TTC/ m <sup>3</sup> )	2014 (en € TTC/ m <sup>3</sup> )
Gestion Eau potable par la CASLD	Régie d'Eau d'Allonnes	<b>2,03 €</b>	2,00 €
	Secteur Rural (DSP SAUR)	<b>2,212 €</b>	2,202 €
	Secteur Urbain (Ex-DUS) (DSP SAUR)	<b>2,212 €</b>	2,202 €
Gestion Eau potable par des syndicats	Syndicat de Blou	<b>1,38 €</b>	1,38 €
	SMAEPA du Sud Saumurois	<b>1,99 €</b>	2,00 €
	Syndicat de Montsoreau	<b>2,26 €</b>	2,17 €

### 3.2.2. Assainissement collectif

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, en intégrant les redevances de l'Agence de l'Eau, le prix moyen de l'assainissement s'établit à **2,897 € TTC/m<sup>3</sup>** (base : consommation de 120 m<sup>3</sup>/an), contre 2,874 € TTC/m<sup>3</sup> en 2014, soit une hausse de +0,8 %, en application des dispositions des contrats d'affermage (part SAUR), de la délibération du Conseil Communautaire du 11

décembre 2014 portant sur les tarifs 2015 et des taux de redevance de modernisation des réseaux de collecte domestique de l'Agence de l'Eau.



Le détail du prix moyen de l'assainissement 120 m<sup>3</sup> avec redevance Agence de l'Eau par secteur est le suivant :

Secteur	2015 (en € TTC/ m <sup>3</sup> )	2014 (en € TTC/ m <sup>3</sup> )
Secteur Rural (DSP SAUR)	<b>2,897 €</b>	2,874 €
Secteur Urbain (Ex-DUS) (DSP SAUR)	<b>2,897 €</b>	2,874 €

### 3.2.3. Eau potable et Assainissement collectif

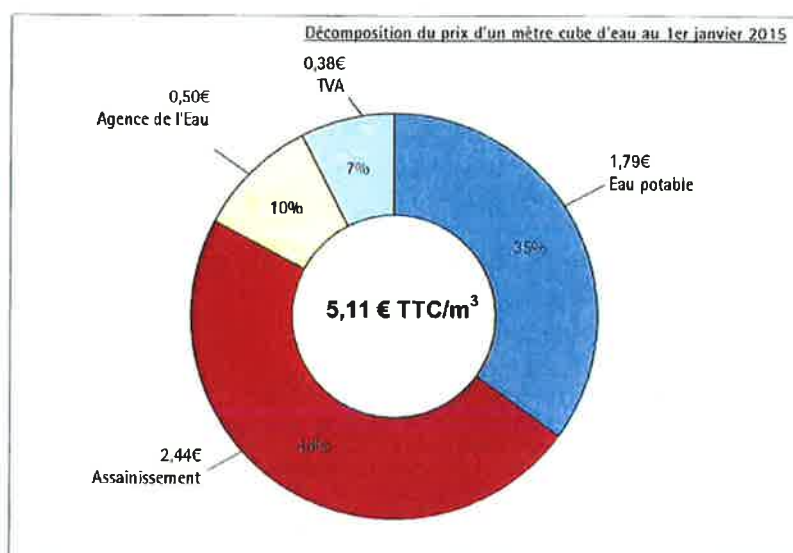
Le prix moyen Eau potable et Assainissement sur l'ensemble de l'agglomération (hors secteurs où l'eau potable est gérée par des syndicats) est en hausse de +1,4 % par rapport à 2014 ; **5,11 € TTC/m<sup>3</sup>** (avec redevance Agence de l'Eau) en 2015 contre 5,04 € TTC/m<sup>3</sup> en 2014.

Ce prix moyen représente une dépense moyenne de 1,70 € TTC par jour et par famille (51,10 € TTC par mois).

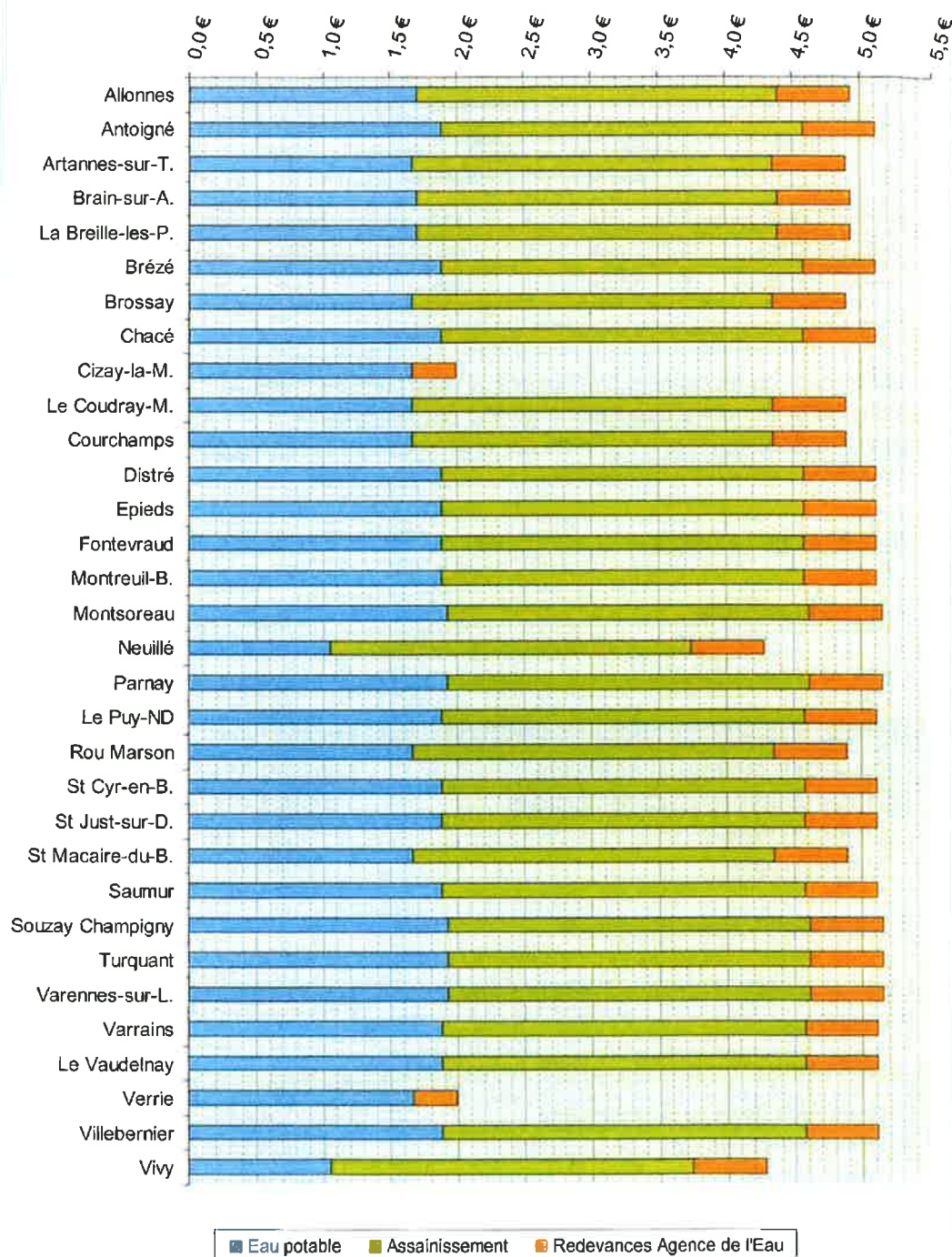
En intégrant les redevances de l'Agence de l'Eau et pour les communes disposant de l'assainissement collectif, **le prix moyen de l'eau potable et de l'assainissement est compris entre 4,93 € TTC/m<sup>3</sup> et 5,11 € TTC/m<sup>3</sup> pour les communes dont l'eau potable est gérée par la CASLD** et entre 4,28 € TTC/m<sup>3</sup> et 5,15 € TTC/m<sup>3</sup> pour les communes dont l'eau potable est gérée par des syndicats.

Le détail du prix moyen de l'eau et de l'assainissement 120 m<sup>3</sup> avec redevance Agence de l'Eau par secteur est le suivant :

Secteur		2015 (en € TTC/ m <sup>3</sup> )	2014 (en € TTC/ m <sup>3</sup> )
Gestion Eau potable par la CASLD	Régie d'Eau d'Allonnes	4,93 €	4,87 €
	Secteur Rural (DSP SAUR)	5,11 €	5,08 €
	Secteur Urbain (Ex-DUS) (DSP SAUR)	5,11 €	5,08 €
Gestion Eau potable par des syndicats	Syndicat de Blou	4,28 €	4,26 €
	SMAEPA du Sud Saumurois	4,89 €	4,87 €
	Syndicat de Montsoreau	5,15 €	5,05 €



**Prix moyen Eau potable et Assainissement 2015**  
**(en € TTC/m3 - avec redevances Agence de l'Eau)**  
**par commune**



Le tableau ci-dessous montre le coût pour les usagers d'une facture type de 120 m<sup>3</sup> en eau et en assainissement et son évolution entre 2014 et 2015.



Secteur	Facture type 120 m <sup>3</sup> (part SAUR + part CASLD + redevance Agence de l'Eau*) en € TTC						
	2014			2015			
	Eau potable	Assainissement	Total	Eau potable	Assainissement	Total	% 2015 / 2014
Communes de la Régie d'Allonnes	239 €	345 €	583 €	242 €	347 €	589 €	1,0%
Communes de l'Ex-DUS	263 €	345 €	608 €	265 €	347 €	612 €	0,6%
Communes du Secteur Rural	263 €	345 €	608 €	265 €	347 €	612 €	0,6%

(\*) Hors redevance prélèvement ressource en eau, non facturée sur toutes les communes

Concernant les redevances de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, et conformément à la loi du 12 juillet 2010, la note d'information établie par cet organisme est jointe en **annexe 10**. Elle a pour but d'expliquer le bien fondé des redevances, comment et par qui sont-elles décidées et ce qu'elles permettent de financer.

### 3.3. ETAT DE LA DETTE

#### 3.3.1. Eau potable

L'état de la dette du service d'eau potable au 31/12/2014 fait apparaître les valeurs suivantes :

	Année 2013	Année 2014
Encours de la dette au 31 décembre	3 865 072,85 €	3 249 899,53 €
Remboursement au cours de l'exercice	108 803,48 €	661 553,79 €
<i>dont en intérêts</i>	49 294,19 €	46 597,47 €
<i>dont en capital</i>	59 509,29 €	614 956,32 €

#### 3.3.2. Assainissement collectif

L'état de la dette du service d'assainissement collectif au 31/12/2014 fait apparaître les valeurs suivantes :

	Année 2013	Année 2014
Encours de la dette au 31 décembre	9 661 014,43 €	8 249 268,33 €
Remboursement au cours de l'exercice	765 603,26 €	648 639,94 €
<i>dont en intérêts</i>	364 154,15 €	264 396,26 €
<i>dont en capital</i>	401 449,11 €	384 243,68 €

### 3.4. AMORTISSEMENTS

	Année 2013	Année 2014
Montant de la dotation aux amortissements		
Budget Eau potable	494 686,40 €	540 091,53 €
Budget Assainissement collectif	1 388 982,39 €	1 618 444,27 €

## **ANNEXES**

---

Annexe 1 – Eau potable – dépenses d’investissement 2014 par commune

Annexe 2 – Assainissement collectif – dépenses d’investissement 2014 par commune

Annexe 3 – Eaux pluviales – dépenses d’investissement 2014 par commune

Annexe 4 – Service de l’eau potable – indicateurs techniques 2014

Annexe 5 – Service de l’assainissement collectif – indicateurs techniques 2014

Annexe 6 – Service de l’eau potable – recettes d’exploitation 2014

Annexe 7 – Service de l’assainissement collectif – recettes d’exploitation 2014

Annexe 8 – Service de l’eau potable et de l’assainissement – Tarifs et prix moyens 2015 par commune

Annexe 9 – Définition des indicateurs de performance

Annexe 10 – Note d’information de l’Agence de l’Eau Loire Bretagne

**Annexe 1**  
EAU POTABLE (A E P) par COMMUNE  
Dépenses Investissement 2014

112

N° d'opération	Libellé d'opération	Commune(s) d'implantation du projet	Dépenses 2014	DÉPENSES mandatées en 2014 (€ HT)	CUMUL PAR COMMUNE 2014
1079	ALLONNES La Fontaine - Mise en œuvre des PPC	ALLONNES	Etudes préalables	2 311 €	
1031	REGIE : Extensions et modifications diverses de réseaux	ALLONNES	Réparation fuite sur canalisation : 5453€ / Changement du ballon de la station des Fontaines : 6235€	11 688 €	
1009	REGIE Petits Equipements	ALLONNES	Marleau piqueur pour compresseur : 550€ / pompe doseuse javel : 787€ / variateur de vitesse : 2162€ / garde corps : 760€ / groupe électropompe : 4220€	8 478 €	
		<b>ALLONNES</b>			<b>22 477 €</b>
1031	REGIE : Extensions et modifications diverses de réseaux	BRAIN	Construction antenne réseau Bourg : 3390€ / Remplacement réseaux rue Fontaine St Maurille et rue des Fleurs: 86341€ / Maitrise d'œuvre travaux de remplacement de réseaux : 1246€	90 976 €	
1009	REGIE Petits Equipements	BRAIN	Mise en sécurité du Château d'eau - sectorisation de réseau	1 575 €	
		<b>BRAIN</b>			<b>92 551 €</b>
1009	REGIE Petits Equipements	BREILLE (LA)	Variateur pour pompe surpresseur	5 120 €	
		<b>BREILLE (LA)</b>			<b>5 120 €</b>
1075	BREZE Renouit renforcement réseaux	BREZE	Travaux remplacement réseaux RD93 entre Brézé et Grand Fond, rue de l'Etoile et ruelle du Puits Bertin	156 902 €	
1029	Extensions et modifications diverses de réseaux	BREZE	Travaux renouvellement réseau rue Bonne Nouvelle	8 779 €	
1064	Interconnexions MONTREUIL BREZE	BREZE	Interconnexions	20 510 €	
		<b>BREZÉ</b>			<b>186 191 €</b>
1029	Extensions et modifications diverses de réseaux	DISTRE	Extension et renouvellement réseau giratoire de Pocé	7 136 €	
		<b>DISTRÉ</b>			<b>7 136 €</b>
1064	Interconnexions FONTEVRAUD-MONTMOREAU	FONTEVRAUD	Interconnexions	14 053 €	
1089	FONTEVRAUD renouvellement réseaux	FONTEVRAUD	Travaux renouvellement réseau rue d'Arbrissel	25 287 €	
		<b>FONTEVRAUD</b>			<b>39 340 €</b>
1064	Interconnexions MONTREUIL-BREZE	MONTREUIL-BELLAY	Interconnexions	20 510 €	
1066	MONTREUIL Refoulement Fontaine Bourreau	MONTREUIL-BELLAY	Travaux remplacement canalisation de refoulement Fontaine Bourreau	334 758 €	
1005	MONTREUIL Périm. protect° Fontaine Bourreau	MONTREUIL-BELLAY	Lutte contre les pollutions diffuses : application du contrat territorial volet agricole (Animation, Diag-conseils d'exploitation, Sensibilisation à l'agri bio)	13 896 €	
1029	Extensions et modifications diverses de réseaux	MONTREUIL-BELLAY	Diagnostic château d'eau de la Herse : 10289 € Travaux modification réseau route de Montreuil : 931€	11 220 €	
		<b>MONTREUIL-BELLAY</b>			<b>380 385 €</b>

**Annexe 1**  
EAU POTABLE (A E P) par COMMUNE  
Dépenses Investissement 2014

2/2

N° d'opération	Libellé d'opération	Commune(s) d'implantation du projet	Dépenses 2014	DÉPENSES mandatées en 2014 (€ HT)	CUMUL PAR COMMUNE 2014
1064	Interconnexions FONTEVRAUD MONTSOUREAU	MONTSOUREAU	Interconnexions	14 053 €	
		<b>MONTSOUREAU</b>			<b>14 053 €</b>
1007	SAUMUR Petit Puy Périmètres de Protection	SAUMUR	Travaux de mise en œuvre des prescriptions d'instauration des périmètres de protection du captage du Petit Puy : nettoyage de parcelle : 2025€ / clôture : 492€	2 517 €	
1002	SAUMUR - Quartiers Anciens	SAUMUR	Solde travaux et maîtrise d'œuvre	2 310 €	
1010	SAUMUR Usine Petit Puy - Décolmatage puits	SAUMUR	Décolmatage de forages et puits du champ captant du Petit Puy	17 400 €	
1029	Extensions et modifications diverses de réseaux	ST HILAIRE	Pose poteau incendie rue de la Petite Fontaine	3 032 €	
1029	Extensions et modifications diverses de réseaux	SAUMUR	Travaux renouvellement des réseaux rue Georges Cormier (24773€) et rue des Paluds - PEM Balzac (6015€) Révision des prix du marché à bons de commande : 442€	31 230 €	
1029	Extensions et modifications diverses de réseaux	ST LAMBERT	Modification conduite AEP le Fleuret	889 €	
1065	Nouvelle Usine d'eau du Perreau	SAUMUR	Versement d'avances à la SPLA de l'Anjou (Maître d'ouvrage délégué) : 5241240€ Insertion : 203€	5 241 443 €	
1078	CASLD Ecart ruraux - Alimentation en eau potable	ST-LAMBERT	Extension des réseaux d'eau potable des écarts ruraux de St-Lambert	34 229 €	
1082	Ancien District Urbain réfection branchements plomb	EX-DUS	Bagneux : 20614€ St Hilaire : 4039€ Saumur : 25494€	50 147 €	
1086	SAUMUR Hts Quartiers renouvlt des réseaux	SAUMUR	Travaux : 44339,30 € Raccordement conduite AEP : 5491,20 €	49 831 €	
1087	Renouvlt réseaux rue Mabileau - impasse Plaisance	ST HILAIRE	Insertion BOAMP : 90€ Travaux : 36498 €	36 588 €	
1088	Remplacement Réseau Pont Fouchard	BAGNEUX	Travaux : 85621€ Insertion BOAMP : 720€	86 341 €	
		<b>SAUMUR</b>			<b>5 555 957 €</b>
1029	Extensions et modifications diverses de réseaux	VARRAINS	Travaux renouvellement réseau rue du Parc	23 777 €	
		<b>VARRAINS</b>			<b>23 777 €</b>
1083	VAUDELNAY Renouvellement réseau Bourg	VAUDELNAY	Maîtrise d'œuvre	108 €	
		<b>VAUDELNAY</b>			<b>108 €</b>
	DIVERS	DIVERS	Achat d'un appareil photo pour le service	46 €	
		<b>DIVERS</b>			<b>46 €</b>
			<b>Total INVESTISSEMENTS EAU POTABLE Année 2014</b>	<b>6 327 140 €</b>	<b>6 327 140 €</b>

**Annexe 2**  
**EAUX USEES (E U) par COMMUNE**  
**Dépenses Investissement 2014**

N° d'opération	Libellé d'opération	Commune(s) d'implantation du projet	Dépenses 2014	DÉPENSES mandatées en 2014 (€ HT)	CUMUL PAR COMMUNE 2014
2030	ANTOIGNE Assainissement Le Bourg et Coulon	ANTOIGNE	Hameau de Coulon : études géotechniques (5390€) et levés topo (990€)	6 380 €	
		ANTOIGNE			6 380 €
2091	ARTANNES Hameau du Poltoui	ARTANNES	Plans topo	700 €	
		ARTANNES			700 €
2080	BRAIN - Remplacement des Réseaux EU	BRAIN	Maîtrise d'œuvre et Travaux rue Fontaine St Maurille, rue des Fleurs, Foyer rural et rue de Montsoraau	289 373 €	
		BRAIN			289 373 €
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	BREZE	Travaux renouvellement réseau rue Bonne Nouvelle	16 675 €	
2064	Traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S)	BREZE	Maîtrise d'œuvre + insertion BOAMP	514 €	
		BREZE			17 189 €
2031	BROSSAY Reconstruction de la STEP	BROSSAY	Maîtrise d'œuvre : 884€ Travaux : 23236€	24 120 €	
		BROSSAY			24 120 €
2029	CASLD - Amgts sur les installations d'assainissement	CHACE	Reconstruction des PR d'entrée de la STEP de Chacé : contrôle technique (780€) / travaux (25933€) / insertion (720€)	27 433 €	
2078	CHACE - Remplacement des réseaux EU	CHACE	Travaux remplacement conduite eaux usées chemin de Chaintreée, passage SNCF, PR Zionnes, Chemin Peupleraie : 31565€ / Insertion : 720€ / Maîtrise d'œuvre : 661€	32 946 €	
2064	Traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S)	CHACE	Maîtrise d'œuvre + insertion BOAMP	514 €	
		CHACE			60 893 €
2014	Le Coudray-M. - Reconstruct* de la STEP du Bourg	COUDRAY (LE)	Mission SPS : 416€ / Travaux : 53337€ / Contrôle technique : 2724€ / Démolition : 780€ / Maîtrise d'œuvre : 5962€ / Essais de garantie : 2383€	65 602 €	
		COUDRAY (LE)			65 602 €
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	FONTEVRAUD	Travaux renouvellement réseaux avenue des Roches	16 670 €	
2086	FONTEVRAUD - Reconstruction de la STEP	FONTEVRAUD	Contrôle technique (1256€) / Maîtrise d'œuvre (9933 €) / Travaux (313982€) / Plantation arbres (581€) / Mission SPS (1269€)	327 021 €	
2093	FONTEVRAUD Socraie, Ecoterie, Perdielle	FONTEVRAUD	Plans topo : 7700 € Maîtrise d'œuvre : 11115 €	18 815 €	
		FONTEVRAUD			364 506 €
2063	MONTREUIL Suppression des rejets de temps secs	MONTREUIL-BELLAY	Maîtrise d'œuvre pour la création d'un nouveau réseau rue de la Boëlle : 1870€ + insertion : 720€	2 590 €	
2074	MONTREUIL-B. - Transfert de Méron vers Presles	MONTREUIL-BELLAY	Transfert des eaux usées de la STEP de Méron vers la STEP de Presles : travaux (389929€) / mission SPS (1781€) / maîtrise d'œuvre (8111€) / contrôle réseaux (4438€)	404 257 €	
2097	MONTREUIL Renvit réseau rue Anatole France	MONTREUIL-BELLAY	Plans topo	1 640 €	
2099	MONTREUIL Renvit réseau rue Emile Zola	MONTREUIL-BELLAY	Plans topo	300 €	
		MONTREUIL-BELLAY			408 787 €

**Annexe 2**  
**EAUX USEES (E U) par COMMUNE**  
**Dépenses Investissement 2014**

N° d'opération	Libellé d'opération	Commune(s) d'implantation du projet	Dépenses 2014	DÉPENSES mandatées en 2014 (€ HT)	CUMUL PAR COMMUNE 2014
2051	STEP de la Côte	MONTMOREAU	Travaux (135481€) / Maîtrise d'œuvre (2972€) / Mission SPS et ctrl tech (410€) / plantation arbres, locat° mini pelle, analyses sol, GSM, bichs élec., plans topo (1129€)	139 991 €	
		MONTMOREAU			139 991 €
2061	STEP de Neuillé	NEUILLE	Insertion : 90€ Branchement : 1141€ Travaux : 64059€	65 290 €	
2064	Traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S)	NEUILLE	Maîtrise d'œuvre + insertion BOAMP	514 €	
		NEUILLE			65 804 €
2051	STEP de la Côte	PARNAY	Travaux (135481€) / Maîtrise d'œuvre (2972€) / Mission SPS et ctrl tech (410€) / plantation arbres, locat° mini pelle, analyses sol, GSM, bichs élec., plans topo (1129€)	139 991 €	
		PARNAY			139 991 €
2064	Traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S)	ROU-MARSON	Maîtrise d'œuvre + insertion BOAMP	514 €	
		ROU-MARSON			514 €
2064	Traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S)	ST CYR EN BOURG	Maîtrise d'œuvre + insertion BOAMP	514 €	
		ST CYR EN BOURG			514 €
2062	ST JUST/DIVE Bourg de Mollay	ST JUST/DIVE	Travaux	3 083 €	
2028	CASLD - Amgts sur les installations d'assainissement	ST JUST/DIVE	Fourniture et pose d'une clôture à la STEP	2 349 €	
		ST JUST/DIVE			5 432 €
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	ST MACAIRE DU BOIS	Création d'une antenne réseau EU rue de la Mairie et impasse du Pré aux Moines	39 790 €	
		ST MACAIRE DU BOIS			39 790 €
2029	CASLD - Amgts sur les installations d'assainissement	SAUMUR	STEP Bellevue fourniture et pose canalisation provisoire (suite fuite canalisation inox d'air surpressé)	13 150 €	
2059	SAUMUR réseaux Nord Croix Varte	SAUMUR	Dossier d'autorisation code de l'environnement (3300€) / Inventaire Natura 2000 (4894€) / Suivi macrobenthique, étude géotechnique et essai pompage (14667€)	22 660 €	
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	SAUMUR	Renouvellement réseaux rue Foucher (14621€) rue Louvet (19813€) et rue des Paluds PEM Balzac (4010€) / Branchements rue Cormier (8670€) et rue Moïse Ossant (391€) / Expertise cana Bellevue (4920€) / Révision prix marchés à bons de commande (947€)	53 372 €	
2006	SAUMUR - QUARTIERS ANCIENS	SAUMUR	Solde travaux et maîtrise d'œuvre	5 315 €	
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	BAGNEUX	Travaux renouvellement réseau rue de Doué	16 960 €	
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	ST-HILAIRE	Travaux renouvellement réseau rue de la Source	7 890 €	
2081	Rempict réseaux rue Gros Caillou et chemin des Ruettes	ST-LAMBERT et DAMPIERRE	Travaux rue Gros Caillou (St Lambert) : Maîtrise d'œuvre (4350€) / Raccordement élec (1801€) / Contrôle réseaux (1950€) / Travaux (88103€) / Adduction tél. poste de relevage (272€)	96 477 €	
2088	Hauts quartiers - renouvellement des réseaux	SAUMUR	Insertion : 720 € Travaux : 90116€ Contrôle réseaux : 4094€	94 930 €	
2089	Renouvellement réseaux rue Mabileau - impasse Plaisance	ST HILAIRE	Travaux	21 801 €	
2098	Renouvellement réseaux rue Louvet	SAUMUR	Préparation chantier et dépose canalisation amiante ciment	9 390 €	
		SAUMUR			341 944 €

**Annexe 2**  
**EAUX USEES (E U) par COMMUNE**  
**Dépenses Investissement 2014**

3/3

N° d'opération	Libellé d'opération	Commune(s) d'implantation du projet	Dépenses 2014	DÉPENSES mandatées en 2014 (€ HT)	CUMUL PAR COMMUNE 2014
2051	STEP de la Côte	SOUZAY-CHAMPIGNY	Travaux (135481€) / Maîtrise d'œuvre (2972€) / Mission SPS et chl tech. (410€) / plantation arbres, locat* mini pelle, analyses sol, GSM, brchs élec, plans topo (1129€)	139 991 €	
2051	Création réseaux Hameau de Champigny	SOUZAY-CHAMPIGNY	Travaux (1247866€) / Examens préalables à la réception des travaux (24524€) / Maîtrise d'œuvre (15873€) / Branchements (8210€)	1 296 473 €	
		SOUZAY-CHAMPIGNY			1 436 464 €
2051	STEP de la Côte	TURQUANT	Travaux (135481€) / Maîtrise d'œuvre (2972€) / Mission SPS et chl tech. (410€) / plantation arbres, locat* mini pelle, analyses sol, GSM, brchs élec, plans topo (1129€)	139 991 €	
2092	Raccordement du hameau de la Vignole	TURQUANT	Plan topo (837€) / Adduction téléphonique (2064€) / Insertion (720€) / Branchement élec (1213€) / Branchement eau poste relèvement (1386€)	6 220 €	
		TURQUANT			146 211 €
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	VARRAINS	Travaux renouvellement réseaux rue des Menais (2857€), rue des Lumois (5891€) et rue du Parc (44068€)	52 816 €	
2064	Traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S)	VARRAINS	Maîtrise d'œuvre + insertion BOAMP	514 €	
		VARRAINS			53 330 €
2036	Extensions et modifications diverses de réseaux	VARENNES SUR LOIRE	Construction refoulement réseau rue de Bellière	2 366 €	
		VARENNES SUR LOIRE			2 366 €
2084	Réhabilitation du système d'assainissement	VAUDELNAY (LE)	Maîtrise d'œuvre : 20836€ Levés topo : 12300 € Etudes géotechniques : 22590 €	55 726 €	
		VAUDELNAY (LE)			55 726 €
2071	VILLEBERNIER construction STEP	VILLEBERNIER	Levés topo et rationalisation du réseau : 11212€ Maîtrise d'œuvre : 5362€ Travaux : 1985 €	18 559 €	
		VILLEBERNIER			18 559 €
2072	Réhabilitation des réseaux rue Nationale	VIVY	Insertion (720€) / Travaux (627393€) / Maîtrise d'œuvre (10591€) / Contrôle réseaux (1782€)	640 486 €	
2064	Traitement de l'hydrogène sulfuré (H2S)	VIVY	Maîtrise d'œuvre + insertion BOAMP	514 €	
		VIVY			641 000 €
			<b>Total INVESTISSEMENTS EAUX USÉES Année 2014</b>	<b>4 325 183 €</b>	<b>4 325 183 €</b>

**Annexe 3**  
**EAUX PLUVIALES (EPLUV) par COMMUNE**  
**Dépenses Investissement 2014**

118

N° d'opération	Libellé d'opération	Commune(s) d'implantation du projet	Dépenses 2014	DÉPENSES mandatées en 2014 (€ HT)	CUMUL PAR COMMUNE 2014
3001	SAUMUR - Gare de l'Etat	SAUMUR	Travaux de réalisation des ouvrages de régulation du bassin + maîtrise d'œuvre	10 958 €	
3002	SAUMUR - Quartiers Anciens	SAUMUR	Solde travaux et maîtrise d'œuvre	4 019 €	
3005	Extensions et modifications diverses de réseaux	SAUMUR	Remplacement du réseau d'eaux pluviales rue Jehan Alain, Clos Coutard, rue Moïse Ossant, rue Georges Cormier et Delessert	29 898 €	
		<b>SAUMUR</b>			<b>44 875 €</b>
			Total INVESTISSEMENTS EAUX PLUVIALES Année 2014	44 875 €	44 875 €

ANNEXE N° 4

**SERVICE DE L'EAU POTABLE**

**Rapports annuels - Exercice 2014**

**Indicateurs techniques – valeurs sur la base des relevés d'index**

Secteurs	Site de production	Nombre Habitants	Nombre Abonnés (branchements)	Volume prélevé m <sup>3</sup> /an	Volume produit m <sup>3</sup> /an V <sub>1</sub>	Volume importé m <sup>3</sup> /an V <sub>2</sub>	Volume exporté m <sup>3</sup> /an V <sub>3</sub>	Volume mis en distribution m <sup>3</sup> /an V <sub>4</sub> (V <sub>1</sub> + V <sub>2</sub> - V <sub>3</sub> )	Volume consommé total m <sup>3</sup> /an V <sub>5</sub>
<b>Régie d'eau d'Allonnes</b>	<b>Forages des Fontaines (Allonnes) et de la Lande de l'Étang (La Breille les Pins)</b>	Allonnes Brau sur Allonnes La Breille les Pins <b>5 597</b>	<b>2 572</b>	<b>331 530</b>	<b>328 992</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>328 992</b>	<b>267 556</b>
	<b>Le Petit Puy (Saumur)</b>	Saumur Variants Châca Dive <b>31 342</b>	<b>14 980</b>	<b>3 017 040</b>	<b>2 793 005</b>	<b>0</b>	<b>800 082</b> DSP Rural : 202 455 SMAEPA SS 597 627	<b>1 992 923</b>	<b>1 652 482</b>
<b>DSP ex-DUS</b>	<b>Fontevraud (La Madeleine)</b>	Fontevraud <b>1 550</b>	649	81 682	82 590	Montsoreau : 0	Montsoreau : 0	82 590	64 480
	<b>Montreuil (Fontaine Bourreau)</b>	Montreuil-Bellay Épiais Antiochère Le Vaulchay Puy Notre Dame <b>7 695</b>	3 816	610 315	603 606	SMAEPA SS : 4 324	10 858 Lernay : 430 SMAEPA SS : 2 071 SIRPEL : 8 357	597 072	425 406
	<b>Le Petit Puy (Saumur)</b>	Bréac St Cyr en Bourq St Just sur Dive <b>2 674</b>	1 199	.	.	157 832 Petit Puy	.	157 832	105 195
	<b>Le Petit Puy (Saumur)</b>	Villedormie <b>1 458</b>	583	.	.	44 623 Petit Puy	.	44 623	45 936
<b>TOTAL</b>				<b>691 997</b>	<b>686 196</b>	<b>206 779</b>	<b>10 858</b>	<b>882 117</b>	<b>641 017</b>
<b>TOTAL</b>		<b>50 316 habitants</b>	<b>23 799 abonnés</b>	<b>4 040 567 m3 prélevés</b>	<b>3 808 193 m<sup>3</sup> produits</b>	<b>206 779 m<sup>3</sup> importés</b>	<b>810 940 m<sup>3</sup> exportés</b>	<b>3 204 032 m<sup>3</sup> distribués</b>	<b>2 561 055 m<sup>3</sup> consommés</b>

**SERVICE DE L'EAU POTABLE**

**Rapports annuels - Exercice 2014**

**Indicateurs techniques – valeurs extrapolées ramenés sur 365 jours pour le calcul des indicateurs du maire**

La période de relève des compteurs des consommateurs est différente de la période de relève des volumes mis en distribution.  
Afin d'avoir le plus de justesse possible dans le calcul des indicateurs du maire, il est procédé à une extrapolation des volumes mis en distribution sur la base de la période de relève.  
Les périodes de relève de chaque zone pouvant être différentes de 365 jours, l'ensemble des volumes est à nouveau extrapolé pour être ramené sur 365 jours.  
Ce sont ces dernières données qui sont utilisées pour le calcul des indicateurs du maire et présentées dans le tableau ci-dessous.

Secteurs	Volume produit m <sup>3</sup> /an V1	Volume importé m <sup>3</sup> /an V2	Volume exporté m <sup>3</sup> /an V3	Volume mis en distribution m <sup>3</sup> /an V4 (V1 + V2 – V3)	Volume consommé total m <sup>3</sup> /an V5	Volume consommé m <sup>3</sup> /an/abonné m <sup>3</sup> /an/abonné	Rendement primaire du réseau % (entre V4 et V5)	Volume de service m <sup>3</sup> /an V6	Rendement indicateur du maire % (V3 + V5 + V6) / (V1 + V2))	Linéaire Réseau km	Indice linéaire de perte m <sup>3</sup> /j/km
Régie d'eau d'Allonnes	326 197	0	0	326 197	267 556	104	82 %	0	82 %	157	1,02
DSP ex-DUS	2 981 328	3	844 767	2 136 565	1 703 830	114	79.7 %	41 126	86.8 %	281	3.76
DSP rural	694 196	202 734	12 272	927 875	674 269	108	76.2 %	10 476	77.7 %	277	1.98
<b>TOTAL</b>	<b>4 001 721 m<sup>3</sup> produits</b>	<b>202 737 m<sup>3</sup> importés</b>	<b>857 039 m<sup>3</sup> exportés</b>	<b>3 390 637 m<sup>3</sup> distribués</b>	<b>2 645 655 m<sup>3</sup> consommés</b>	<b>111 m<sup>3</sup> par abonné</b>	<b>78.0 %</b>	<b>51 602 m<sup>3</sup> de service</b>	<b>84.5 %</b>	<b>715 km de réseau</b>	<b>2.85</b>

**ANNEXE N°5 - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**  
**Rapports annuels – Indicateurs Techniques – Exercice 2014**

Secteurs	Communes	Nombre d'habitants	Nombre d'abonnés	Volume des effluents soumis à la redevance m³/an V1	Volume collecté moyen par abonné m³/an	Linéaire du réseau km	Nombre de postes de relèvement	Volume d'effluents traités (comptabilisés) en entrée station m³/an V2	Capacité station – Débit nominal date de mise en service	Type de traitement	Volume boues évacuées m³/an – matières sèches (MS) tonnes/an	Suivi qualitatif et quantitatif des effluents
DSP ex-DUS	SAUMUR VARRAINS DISTRE	30 020	Saumur 11 310 Varrains 539 Distre 605	Saumur 1 235 568 Varrains 50 367 Distre 49 247	Saumur 109 Varrains 93 Distre 80	174,8	47	Saumur 1 497 683	Saumur 62 000 EH 11 000 m³/j 2006	Boues activées a moyennées et fortes Charges	962 – 277	104 Non conforme (DCO)
	CHACE	1 322	Chacé 588	Chacé 104 080	Chacé 177	22,2	6	Chacé 176 872	Chacé 17 000 EH 1 140 m³/j 1997	Boues activées traitement de l'azote et du phosphore	1 424 – 52	24 Conforme
	<b>TOTAL</b>	<b>31 342</b>	<b>13 042</b>	<b>1 438 262</b>	<b>110</b>	<b>197</b>	<b>53</b>	<b>1 674 555</b>			<b>2 386 – 329</b>	
	ALLONNES	2 984	645	56 798	88	14,2	3	82 768	2 900 EH 410 m³/j 2010	Boues activées	– 34	12 Non-conforme (NGL)
DSP RURAL	ANTOIGNE	481	65	4 061	62	1,9	0	4 224	370 EH 56 m³/j 2011	Filtres plantés de roseaux	Pas de curage en 2014	
	ARTANNES	426	72	5 811	81	2,5	2	4 591	250 EH 38 m³/j 2009	Filtres plantés de roseaux	Pas de curage en 2014	1 Non-conforme (P)
	BRAIN SUR ALLONNES	2 023	347	26 428	76	6,8	2	87 625	1 200 EH 240 m³/j 1993	Filtration sur sable	Pas de curage en 2014	2 Non conforme (MES)
	BREZE	1 299	530	42 122	79	11,8	4	117 818	1 500 EH 300 m³/j 1987	Lagunage aère	Pas de curage en 2014	2 Non conforme (P et DCO)
	BROSSAY	345	118	9 802	83	2	0	13 064	Nouvelle : 350 EH 56 m³/j 2013	Disques biologiques	Pas de curage en 2014	
	COURCHAMPS	467	150	11 131	74	5	3	11 789	660 EH 99 m³/j 2011	Filtres plantés de roseaux	Pas de curage en 2014	2 Conforme
	EPEDS	719	131	740	57	1	1	2 014	120 EH 18 m³/j 2009	Filtres plantés de roseaux	Pas de curage en 2014	1 Conforme
	FONTFRAUD L'ABBAYE	1 550	476	53 706	113	9,2	1	62 306	1 300 EH 195 m³/j 1988	Boues activées	540 – 1,2	2 Non-conforme (P, MES et DCO)
	LA BREILLE LES PINS	590	92	9 909	108	2,8	0	Non mesuré	250 EH 38 m³/j 2002	Lagunage naturel	Pas de curage en 2014	1 Non-conforme (NGL)
	LE COUDRAY MACOUARD	909	341	26 524	79	9,8	4	Bourg (nouvelle step) 21 870 Bron 500	Le Coudray Nouvelle : 1 200 EH 170 m³/j - 2013 Bron 300 EH 45 m³/j - 2010	Boues activées Filtres plantés de roseaux	9 177 (anciennne step) – 30 Pas de curage en 2014	2 Conforme
	LE PUY NOTRE DAME	1 242	433	31 590	74	12,1	3	Non mesuré	1 400 EH 280 m³/j 1985	Lagunage naturel	Pas de curage en 2014	2 Conforme

# **ANNEXE N°5 - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT** **Rapports annuels – Indicateurs Techniques – Exercice 2014**

Secteurs	Communes	Nombre d'habitants	Nombre d'abonnés	Volume des effluents soumis à la redevance m³/an V1	Volume collecté moyen par abonné m³/an	Linéaire du réseau km	Nombre de postes de relèvement	Volume d'effluents traités (comptabilisés) en entrée station m³/an V2	Capacité station – Débit nominal – date de mise en service	Type de traitement	Volume boues évacuées m³/an – matières sèches (MS) tonnes/an	Suivi qualitatif et quantitatif des effluents – Bilans de pollution 24 H – Conformité
DSP RURAL	MONTREUIL BELLAY	4 034	1 842	247 479	134	49.9	13	Presles 118 979 La Durandière 99 896	Presles 13 000 EH 650 m³/j - 2009 La Durandière 7 500 EH 1 020 m³/j - 2010	Boues activées  Boues activées	159 – 24 222 – 65	24 Conforme  12 Conforme
	NEUILLE	971	118	8 942	76	3.4	3	Non mesuré	250 EH 50 m³/j 1985	Lagunage naturel	Pas de curage en 2014	-
	MONTMOREAU PARNAY TURQUANT SOUZAY CHAMPIGNY	2 304	962	70 263	73	19.3	6	94 933	Nouvelle : 8 000 EH 896 m³/j 2013	Boues activées	Pas d'évacuation de boues en 2014	7 Conforme
	ROU MARSON	685	271	20 864	77	7.5	4	Rou 11 032 Rou 11 907	300 EH 60 m³/j 1994 360 EH 72 m³/j 1995	Filtration sur sable  Filtration sur sable	Pas de curage en 2014  Pas de curage en 2014	-  -
	SAINT CYREN BOURG	969	416	30 318	73	11	4	→ STEP Chacé	-	-	-	-
	SAINT JUST SUR DIVE	406	132	9 841	75	3.4	3	19 706	550 EH 83 m³/j 2012	Filtres plantés de roseaux	Pas de curage en 2014	1 Conforme
	SAINT-MACAIRE DU BOIS	446	35	3 010	86	1.3	0	Non mesuré	200 EH 30 m³/j 1980	Lagunage naturel	Pas de curage en 2014	-
	VARENNES SUR LOIRE	1 884	343	22 925	67	6.9	5	103 637	800 EH 120 m³/j 1978	Boues activées	400 – 74	1 Conforme
	VAUDELNAY	1 219	246	18 271	74	4.7	2	Non mesuré	550 EH 110 m³/j 1983	Lagunage aère	Pas de curage en 2014	1 Non-conforme (DCO)
	VILLEBERNIER	1 458	274	19 908	73	4.5	3	36 435	850 EH 128 m³/j 1980	Boues activées	Pas d'évacuation de boues en 2014	1 Conforme
	VIVY	2 454	510	41 999	82	10.2	4	85 514	1 500 EH 300 m³/j 2002	Lagunage aère	Pas de curage en 2014	2 Conforme
	SOUS-TOTAL	29 865	8 431	773 242	92	206	74	990 628	-	-	10 498 – 161.6	-
	TOTAL	61 207 habitants	21 473 Abonnés	2 211 504 m³	103 m³ par abonné	403 Km	127 postes	2 665 183 m³	27 stations	-	12 884 m³ 491 T	-

**ANNEXE 6  
EAU POTABLE**

**RECETTES D'EXPLOITATION DE LA COLLECTIVITE ET DE L'EXPLOITANT (en € HT)**

SECTEUR	2014		2013		Evolution 2014/2013	
	Collectivité CA-SLD	Délégataire SAUR	Collectivité CA-SLD	Délégataire SAUR	Collectivité CA-SLD	Délégataire SAUR
<b>Ex DISTRICT URBAIN DE SAUMUR : Saumur, Chacé, Varrains, Distré (Affermage SAUR)</b>						
Recettes vente d'eau (surtaxe)	894 591 €	2 355 903 €	905 607 €	3 104 277 €	-1,2%	-24,1%
Recettes diverses (frais de contrôle)	54 772 €		54 318 €		0,8%	
<b>Total recettes ex-DUS</b>	<b>949 363 €</b>	<b>2 355 903 €</b>	<b>959 925 €</b>	<b>3 104 277 €</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-24,1%</b>
<b>SECTEUR RURAL :</b>						
Antoigné, Brézé, Ecart de Chacé, Epieds, Fontevraud, Montreuil- Bellay, Le Puy-Notre- Dame, Saint-Cyr-en- Bourg, Saint-Just-sur- Dive, Le Vaudelnay, Villebernier (Affermage SAUR)						
Recettes vente d'eau (surtaxe)	566 253 €	615 424 €	565 644 €	608 149 €	0,1%	1,2%
<b>Total recettes Rural</b>	<b>566 253 €</b>	<b>615 424 €</b>	<b>565 644 €</b>	<b>608 149 €</b>	<b>0,1%</b>	<b>1,2%</b>
<b>REGIE D'ALLONNES :</b>						
Allonnes, Brain-sur- Allonnes, La Breille-les- Pins (Régie CASLD)						
Recettes vente d'eau (surtaxe)	522 841 €		557 971 €		-6,3%	
Recettes diverses (facturation branchements)	20 561 €		16 457 €		24,9%	
Charges d'exploitation	-260 320 €		-263 018 €		-1,0%	
<b>Total recettes Régie</b>	<b>283 082 €</b>	<b>0 €</b>	<b>311 410 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-9,1%</b>	<b>-20,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 798 698 €</b>	<b>2 971 327 €</b>	<b>1 836 979 €</b>	<b>3 712 426 €</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-20,0%</b>

**ANNEXE 7  
ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

***RECETTES D'EXPLOITATION DE LA COLLECTIVITE ET DE L'EXPLOITANT (en € HT)***

SECTEUR	2014		2013		Evolution 2014/2013	
	Collectivité CA-SLD	Délégataire SAUR	Collectivité CA-SLD	Délégataire SAUR	Collectivité CA-SLD	Délégataire SAUR
<b>Ex DISTRICT URBAIN DE SAUMUR : Saumur, Chacé, Varrains, Distré (Affermage SAUR)</b>						
Recettes redevance	1 783 530 €	1 718 832 €	2 123 991 €	2 432 113 €	-16,0%	-29,3%
Recettes frais de contrôle	25 411 €		25 193 €		0,9%	
Recettes effluents viticoles Chacé	2 490 €	4 389 €	8 022 €	11 129 €	-69,0%	
Recettes sous-produits d'assain. (sables, vidanges, graisses)	57 616 €	63 293 €	64 751 €	92 022 €	-11,0%	-31,2%
Autres recettes (traitement effluents St Cyr à STEP Chacé)		26 151 €		25 754 €		1,5%
<b>Total recettes ex-DUS</b>	<b>1 869 048 €</b>	<b>1 812 665 €</b>	<b>2 221 957 €</b>	<b>2 561 018 €</b>	<b>-15,9%</b>	<b>-29,2%</b>
<b>SECTEUR RURAL : Allonnes, Antoigné, Artannes-sur-Thouet, Brain-sur-Allonnes, la Breille-les-Pins, Brézé, Brossay, Le Coudray-Macouard, Courchamps, Epleds, Fontevraud, Montreuil-Bellay, Montsoreau, Neuillé, Parnay, Le Puy-Notre-Dame, Rou-Marson, Saint-Cyr-en-Bourg, Saint-Just-sur-Dive, Saint-Macaire-du-Bois, Souzay-Champigny, Turquant, Varennes-sur-Loire, Le Vaudelnay, Villebernier, Vivy (Affermage SAUR)</b>						
Recettes redevance	904 445 €	1 033 761 €	880 260 €	901 027 €	2,7%	14,7%
<b>Total recettes Rural</b>	<b>904 445 €</b>	<b>1 033 761 €</b>	<b>880 260 €</b>	<b>901 027 €</b>	<b>2,7%</b>	<b>14,7%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 773 493 €</b>	<b>2 846 426 €</b>	<b>3 102 217 €</b>	<b>3 462 044 €</b>	<b>-10,6%</b>	<b>-17,8%</b>

## ANNEXE 8

CASLD - Direction des Services Techniques - Pôle Environnement - CGX

ANNEXE 8

TARIFS ET PRIX MOYENS 2015 (avec Redevances Agence de l'Eau)

EAU POTABLE														ASSAINISSEMENT						EAU & ASSAINISSEMENT
COMMUNES	Gestion du service	Tarifs HT						Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³	Gestion du service	Tarifs HT						Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³				
		Part FERMIER		Part COLLECTIVITE		Part AELB	Part SAUR			Part AGGLO		Part AELB								
		Part fixe	Tranches m³ consommé	€/m³	Part fixe					€/m³	Part fixe		€/m³	Redev. modernisé* RSO de collecte (€/m³)						
LE COUDRAY MACOUARD	SMAEPA Sud saumurois (VEOLIA)	35,97 €		0,5800 €	30,68 €	0,4400 €	0,31 €	1,985 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³			
COURCHAMPS	SMAEPA Sud saumurois (VEOLIA)	35,97 €		0,5800 €	30,68 €	0,4400 €	0,31 €	1,985 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	4,89 €			
DISTRE	SAUR - DSP ex-DUS	17,12 €	0-20	0,8153 €	7,50 €	0,4813 €	0,31 €	2,212 €	SAUR - DSP ex-DUS	7,06 €	0 - 20	0,8560 €	28,34 €	1,0153 €	0,19 €	2,897 €	5,11 €			
			21-200	1,1576 €							21-200	1,1783 €								
			201-1000	1,2582 €							201-1000	1,2588 €								
			1001-10000	1,3388 €							>1000	1,3092 €								
			>10000	1,4092 €																
EPIEDS	SAUR - DSP secteur rural	28,46 €		0,6649 €	7,10 €	0,8258 €	0,31 €	2,212 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,11 €			
FONTEVRAUD L'ABBAYE	SAUR - DSP secteur rural	28,46 €		0,6649 €	7,10 €	0,8258 €	0,31 €	2,212 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,11 €			
MONTREUIL-BELLAY	SAUR - DSP secteur rural	28,46 €		0,6649 €	7,10 €	0,8258 €	0,31 €	2,212 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,11 €			
MONTMOREAU	SMAEP Montboreau- Candes (VEOLIA)	27,50 €		0,5500 €	46,66 €	0,6800 €	0,31 €	2,256 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,15 €			
NEUILLE	SMAEP Blou (Régie)				30,00 €	0,7500 €	0,31 €	1,382 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	4,28 €			
PARNAV	SMAEP Montboreau- Candes (VEOLIA)	27,50 €		0,5500 €	46,66 €	0,6800 €	0,31 €	2,256 €	SAUR - DSP secteur rural	22,32 €		1,0548 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,15 €			

ANNEXE 8

TARIFS ET PRIX MOYENS 2015 (avec Redevances Agence de l'Eau)

EAU POTABLE														ASSAINISSEMENT								EAU & ASSAINISSEMENT
COMMUNES	Gestion du service	Tarifs HT						Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³	Gestion du service	Tarifs HT						Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³						
		Part FERMIER		Part COLLECTIVITE		Part AELB	Part SAUR			Part AGGLO		Part AELB										
		Part fixe	Tranches m³ consommé	€/m³	Part fixe					€/m³	Part fixe		€/m³	Redev. modernisat° RSD de collecte (€/m³)								
LE PUY NOTRE DAME	SAUR - DSP secteur rural	28,46 €		0,6649 €	7,10 €	0,8258 €	0,31 €	2,312 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³					
ROU MARSON	SMAEPA Sud saumurois (VEOLIA)	35,97 €		0,5800 €	30,68 €	0,4400 €	0,31 €	1,989 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	4,89 €					
SAINT-CYR EN BOURG	SAUR - DSP secteur rural	28,46 €		0,6649 €	7,10 €	0,8258 €	0,31 €	2,312 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,11 €					
SAINT JUST SUR DIVE	SAUR - DSP secteur rural	28,46 €		0,6649 €	7,10 €	0,8258 €	0,31 €	2,312 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,11 €					
SAINT MACAIRE DU BOIS	SMAEPA Sud saumurois (VEOLIA)	35,97 €		0,5800 €	30,68 €	0,4400 €	0,31 €	1,989 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	4,89 €					
SAUMUR	SAUR - DSP ex-DUS	17,12 €	0-20	0,8153 €				2,312 €	SAUR - DSP ex-DUS	7,08 €		0-20	0,8560 €		0,19 €	2,897 €	5,11 €					
			21-200	1,1576 €		21-200	1,1783 €															
			201-1000	1,2582 €	7,50 €	0,4813 €	0,31 €				201-1000	1,2586 €	29,34 €	1,0153 €								
			1001-10000	1,3388 €							>1000	1,3092 €										
			>10000	1,4092 €																		
SOUZAY CHAMPIGNY	SMAEP Montsoreau- Candes (VEOLIA)	27,50 €		0,5500 €	46,66 €	0,6600 €	0,31 €	2,256 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,15 €					
TURQUANT	SMAEP Montsoreau- Candes (VEOLIA)	27,50 €		0,5500 €	46,66 €	0,6600 €	0,31 €	2,256 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,15 €					
VARENNES SUR LOIRE	SMAEP Montsoreau- Candes (VEOLIA)	27,50 €		0,5500 €	46,66 €	0,6600 €	0,31 €	2,256 €	SAUR - DSP secteur rural	22,92 €		1,0648 €	5,00 €	1,1462 €	0,19 €	2,897 €	5,15 €					

ANNEXE 8

TARIFS ET PRIX MOYENS 2015 (avec Redevances Agence de l'Eau)

COMMUNES	EAU POTABLE										ASSAINISSEMENT										EAU & ASSAINISSEMENT										
	Gestion du service	Tarifs HT					Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³	Gestion du service	Tarifs HT					Prix moyen pour 120 m³ € TTC/m³																	
		Part FERMIER		Part COLLECTIVITE		Part AELB			Part SAUR		Part AGGLO		Part AELB																		
		Part fixe	Tranches m³ consommé	€/m³	Part fixe	€/m³			Redev. poll. eau domestique (€/m³)	Part fixe	Tranches m³ consommé	€/m³	Part fixe		€/m³	Redev. modernisation RSQ de collecte (€/m³)															
		SAUR - DSP ex-DUS										SAUR - DSP ex-DUS										SAUR - DSP ex-DUS									
VARRAINS	SAUR - DSP ex-DUS										SAUR - DSP ex-DUS										SAUR - DSP ex-DUS										5,11 €
LE VAUDELINAY	SAUR - DSP secteur rural										SAUR - DSP secteur rural										SAUR - DSP secteur rural										5,11 €
VERRIE	SMAEPA Sud saumurois (VEOLIA)										ANC										PAS DE SERVICE										1,99 €
VILLEBERNIER	SAUR - DSP secteur rural										SAUR - DSP secteur rural										SAUR - DSP secteur rural										5,11 €
VIVY	SMAEP Bbou (Régie)										SAUR - DSP secteur rural										SAUR - DSP secteur rural										4,28 €
																														2,897 €	
																														5,08 €	

**INDICATEURS DU « RAPPORT DU MAIRE » ISSUS DU DECRET N°2007-675**

<b>EAU POTABLE</b>		
<b>Code indicateur</b>	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Définition</b>
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	Abandons de créance et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé au titre de l'année N
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	Pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur pour les services de plus de 5 000 hab
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	Pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physicochimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur pour les services de plus de 5 000 hab
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public, dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance, par milliers d'abonnés
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle
P155.1	Taux de réclamations	Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service Le nombre de réclamations est rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Indice de 0 à 100 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. De 0 à 60 les informations visées sont relatives à la connaissance du réseau (inventaire), de 70 à 100 elles sont relatives à la gestion du réseau
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Quotient du linéaire moyen du réseau de desserte renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de desserte
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'eau potable si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service
P104.3	Rendement du réseau de distribution	Ratio entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus en gros à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés en gros à d'autres services publics
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	Ratio entre le volume non compté, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé, et le linéaire de réseau de desserte
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	Ratio entre le volume de pertes, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé, et le linéaire de réseau de desserte
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Niveau d'avancement (exprimé en %) de la démarche administrative et opérationnelle de protection du ou des points de prélèvement dans le milieu naturel d'où provient l'eau potable distribuée

**INDICATEURS DU « RAPPORT DU MAIRE » ISSUS DU DECRET N°2007-675**

<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b>		
<b>Code indicateur</b>	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Définition</b>
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	Abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé
P257.1	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Quotient du nombre d'abonnés desservis par le service d'assainissement collectif sur le nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de ce service d'assainissement collectif
P251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant de débordements d'effluents causés par un dysfonctionnement du service public. Ce nombre de demandes d'indemnisations est divisé par le nombre d'habitants desservis
P258.1	Taux de réclamations	Réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service. Le nombre de réclamations est rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000
P202.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Indice de 0 à 100 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau de collecte des eaux usées. De 0 à 60 les informations visées sont relatives à la connaissance du réseau (inventaire), de 70 à 100 elles sont relatives à la gestion du réseau
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	On appelle point noir tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et le type d'intervention requis (curage, lavage, mise en sécurité...). Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privées des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas là) sont à prendre en compte. L'indicateur indique le nombre de points noirs pour 100 km de réseau de collecte des eaux usées hors branchements
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Quotient du linéaire moyen du réseau de collecte hors branchements renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de collecte hors branchements
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'assainissement collectif si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	Non défini
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	Non défini

ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
Code indicateur	Indicateur de performance	Définition
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	Non défini
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	Pourcentage des boues évacuées par les stations d'épuration selon une filière conforme à la réglementation. Les sous-produits et les boues de curage ne sont pas pris en compte dans cet indicateur. Une filière est dite « conforme » si elle remplit les 2 conditions suivantes : le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur, la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	Pourcentage de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance conformes à la réglementation
P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Indice de 0 à 120 attribué selon l'état de la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement en relation avec l'application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
Code indicateur	Indicateur de performance	Définition
P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	Ratio entre le nombre d'installations contrôlées conformes à la réglementation et le nombre total d'installations contrôlées

## NOTE D'INFORMATION AUX MAIRES

Rapport annuel du maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement  
(loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement)



Établissement public du ministère chargé de l'environnement

Édition mars 2015  
CHIFFRES 2014

L'article 161 de la loi modifie l'article L.2224-5 du CGCT, lequel impose au maire de joindre à son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

# L'agence de l'eau vous informe



## LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix moyen de l'eau dans le bassin Loire-Bretagne est de 3,7 euros TTC/m<sup>3</sup>. Pour un foyer consommant 120 m<sup>3</sup> par an, cela représente une dépense de 444 euros par an et une mensualité de 37 euros en moyenne (estimation Loire-Bretagne d'après SISPEA).

La redevance de l'agence de l'eau représente en moyenne 12 % du montant de la facture d'eau.

Ses autres composantes sont :

- la facturation du service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- la facturation du service de collecte et de traitement des eaux usées
- la contribution aux autres organismes publics (VNF)
- la TVA

## POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès des usagers (consommateurs, activités économiques) en application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006). Elles sont regroupées au titre de la solidarité de bassin.

La majeure partie des redevances est perçue via la facture d'eau payée par les abonnés domestiques aux services des eaux (mairies ou syndicats d'eau ou leurs délégataires). Chaque habitant contribue ainsi individuellement à cette action au service de l'intérêt commun et de l'environnement, au travers du prix de l'eau.

## COMMENT CELA FONCTIONNE-T-IL ?

La logique est simple, tous ceux qui utilisent de l'eau en altèrent la qualité et la disponibilité.

Tous les habitants, via leur abonnement au service des eaux, s'acquittent donc de la **redevance de pollution**, que leur habitation soit raccordée au réseau d'assainissement collectif ou équipée d'un assainissement individuel. Ceux qui sont raccordés à l'égoût

s'acquittent, en plus, de la **redevance pour modernisation des réseaux de collecte**.

Dans les deux cas, les habitants paient en fonction de leur consommation d'eau.

Une autre **redevance, dite de prélèvement** est due par les services d'eau en fonction de leurs prélèvements dans le milieu naturel. Elle est intégrée dans la part « eau potable » du prix de l'eau.

Les autres usagers de l'eau paient également des redevances selon des modalités propres à leurs activités (industriels, agriculteurs, pêcheurs...).

Le service de l'eau collecte les redevances pour le compte de l'agence de l'eau. Le taux est fixé par le **conseil d'administration** de l'agence de l'eau et le **comité de bassin** (dans la limite d'un plafond défini par la loi). **Conseil d'administration et comité de bassin sont composés de représentants de toutes les familles d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.** Ces taux tiennent compte, sur l'ensemble du bassin hydrographique, des zones de fragilité des ressources en eau, de l'ampleur et de la nature des mesures à prendre pour les préserver ou les remettre en bon état.

Suivez l'actualité  
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

[www.eau-loire-bretagne.fr](http://www.eau-loire-bretagne.fr)  
[www.prenons-soin-de-leau.fr](http://www.prenons-soin-de-leau.fr)



## COMBIEN COÛTENT LES REDEVANCES 2014 ?

L'impact des redevances de l'agence de l'eau est en moyenne de l'ordre de 12 % du prix du m<sup>3</sup> d'eau sur l'ensemble du bassin.

En 2014, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau s'est élevé à 367 millions d'euros dont 293 millions en provenance de la facture d'eau en diminution de 3 % par rapport à 2013.

### recettes / redevances

#### Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2014 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source AELB



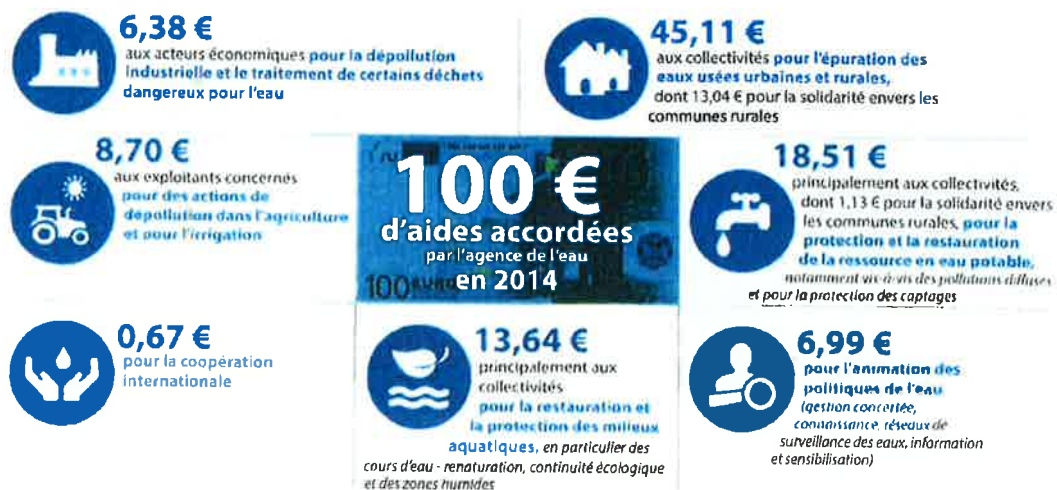
## À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, avances) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

### interventions / aides

#### Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2014 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €)



## EXEMPLES D'ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

### Pour réduire les sources de pollution

- 890 projets vont permettre de réduire les pollutions à la source : **dans l'industrie**, avec les technologies propres ; **dans l'agriculture**, en facilitant l'évolution des pratiques ; **dans les villes et les villages**, en réduisant l'usage des pesticides

### Pour dépolluer les eaux

- les **stations d'épuration** urbaines sont conformes aux normes européennes. Une conformité à maintenir !
- 1 665 projets vont améliorer le fonctionnement des **réseaux d'eaux usées** domestiques et les performances des stations d'épuration
- l'agence finance la réhabilitation de 2 250 installations d'assainissement non collectif
- avec les professions **artisanales**, comme les pressings, les garages... des opérations collectives réduisent les pollutions dangereuses pour l'eau

**Eaux pluviales**, comment les gérez-vous ? l'agence de l'eau diffuse un retour d'expériences réalisé auprès de 30 collectivités du bassin, elle réunit 600 personnes lors de deux Rencontres de l'eau et organise avec l'Office international de l'eau une journée de démonstration des techniques innovantes

### Pour restaurer et préserver les cours d'eau et les zones humides

- 1 935 km de **cours d'eau** et 3 500 ha de **zones humides** supplémentaires sont restaurés : 196 ha de zones humides sont acquis pour être préservés
- l'agence contribue à rendre franchissables 189 **obstacles** qui barraient le lit des cours d'eau

**Milieux aquatiques**, 30 ans d'actions : en 2014, l'agence de l'eau organise une rencontre de l'eau pour partager le retour de 30 ans d'actions. Les vidéos présentées lors de cette rencontre, la captation vidéo et la transcription des Actes sont en ligne (<http://petitien.fr/RencontreMilieuxAquatiques>)

### Pour préserver le littoral et ses usages

- 41 accords sont conclus avec des collectivités pour préserver la qualité des eaux de **baignade** et de **pêche à pied** ; des accords sont conclus avec des grands ports

du bassin (Saint-Malo, Brest, Lorient, La Rochelle...) pour réduire les **pollutions portuaires**

- pour réduire les **marées vertes**, l'agence de l'eau accompagne la réduction des pollutions agricoles dans huit chartes de territoire

**Réduire les pollutions bactériologiques** sur les bassins versants littoraux et élaborer les profils de vulnérabilité conchylicole : un guide publié en juillet 2014 est mis à disposition des acteurs du littoral

### Pour préserver les ressources

- 89 projets vont sécuriser l'approvisionnement et le traitement de l'**eau potable**
- pour **économiser l'eau**, l'agence finance la pose de compteurs de sectorisation et de prélocalisateurs de fuites dans les collectivités

Dans les secteurs où **l'eau manque** en été du fait des prélèvements pour l'irrigation, l'agence facilite le retour à l'équilibre avec la réalisation d'un ensemble de solutions dans le cadre d'un contrat territorial : retenues de substitution, économies d'eau et changement des systèmes de production

### Pour renforcer la concertation et la cohérence territoriale des actions

- l'agence soutient 56 démarches de Sage (schémas d'aménagement et de gestion des eaux) ; définis par une **commission locale de l'eau**, ils planifient la gestion de l'eau en conformité avec le Sdage (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) ; ils couvrent 84 % du territoire.
- elle finance l'animation des politiques dans le cadre de plus de 400 **contrats territoriaux**

### Pour une gestion solidaire des eaux

- ici, avec les **communes rurales** : en 2014 l'agence de l'eau leur apporte 92 millions d'euros pour réaliser leurs projets pour l'épuration et l'eau potable
- ailleurs, pour faciliter l'**accès à l'eau et à l'assainissement** dans les pays en développement : en 2014, l'agence soutient 39 projets qui bénéficient à plus de 230 000 personnes



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains

Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par la directive cadre sur l'eau, les agences de l'eau recherchent la meilleure efficacité environnementale,

- en privilégiant l'action préventive,
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques,
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (**Sdage**).

Les six agences de l'eau françaises sont des établissements publics du ministère chargé du développement durable. Elles regroupent 1 700 collaborateurs et ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

#### Délégation Armor-Finistère

Parc technologique du Zoopôle  
Espace d'entreprises Keraia - Bât. 8  
18 rue du Sabot  
22440 PLOUFRAGAN  
Tél.: 02 96 33 62 45 - Fax: 02 96 33 62 42  
armor-finistere@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Anjou-Maine

17 rue Jean Grémillon • CS 12104  
72021 LE MANS CEDEX 2  
Tél.: 02 43 86 96 18 - Fax: 02 43 86 96 11  
anjou-maine@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Centre-Loire

9 avenue Buffon • CS 36339  
45063 ORLEANS CEDEX 2  
Tél.: 02 38 51 73 73 - Fax: 02 38 51 74 74  
webmestre@eau-loire-bretagne.fr  
www.eau-loire-bretagne.fr  
& www.prenons-soin-de-leau.fr



#### Délégation Centre-Loire

9 avenue Buffon • CS 36339  
45063 ORLEANS CEDEX 2  
Tél.: 02 38 51 73 73 - Fax: 02 38 51 73 25  
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Ouest-atlantique

1 rue Eugène Variin • CS 40521  
44105 NANTES CEDEX 4  
Tél.: 02 40 73 06 00 - Fax: 02 40 73 39 93  
ouest-atlantique@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Poitou-Limousin

7 rue de la Goelette • CS 20040  
86282 SAINT-BENOIT CEDEX  
Tél.: 05 49 38 09 82 - Fax: 05 49 38 09 81  
poitou-limousin@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Allier-Loire-amont

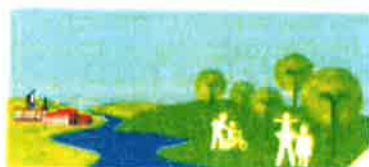
19 allée des eaux et forêts  
Site de Marmilhat sud • CS 40039  
63370 LEMPDES  
Tél.: 04 73 17 07 10 - Fax: 04 73 93 54 62  
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr

### La carte d'identité du bassin Loire-Bretagne

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km<sup>2</sup>, soit 28 % du territoire métropolitain. Il correspond au bassin de la Loire et de ses affluents, du mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à Nantes, de la Vilaine et des bassins côtiers bretons, vendéens et du Marais poitevin.

- 10 régions et 36 départements en tout ou partie, 7 358 communes et 12,4 millions d'habitants.
- 2 600 km de côtes et de nombreuses activités liées à la mer : activités portuaires, pêche, conchyliculture, baignade et pêche à pied
- la Loire et ses 1 012 km de long au régime très contrasté, et 135 000 km de cours d'eau
- des nappes souterraines importantes mais très sollicitées dans la partie centrale et ouest du bassin
- de nombreuses zones humides, depuis les tourbières d'altitude jusqu'aux marais rétro-littoraux
- une empreinte rurale marquée et une activité agricole et agro-alimentaire prépondérante : les deux tiers de l'élevage français et 50 % des productions céréalières sont situés en Loire-Bretagne

## Consultation du public sur l'eau



### L'eau, les inondations, le milieu marin : quelles actions ?



Participez à la consultation du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015

➔ Répondez en ligne  
sur [www.prenons-soin-de-leau.fr](http://www.prenons-soin-de-leau.fr)

Du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015, vous êtes invité à vous exprimer sur la stratégie de reconquête de la qualité de l'eau, la stratégie de gestion des risques d'inondation et sur les plans d'action pour le milieu marin.



Établissement public du ministère chargé du développement durable